



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2541
14 avril 2017
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Lutte Ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**



Votez Nathalie Arthaud

Le camp des travailleurs

Changer cet ordre social qui nous mène à la guerre

L'attaque au gaz des habitants de Khan Sheikhoun, mardi 4 avril, est une nouvelle horreur dans la guerre impitoyable que le peuple syrien subit depuis 2011, tant de la part du régime que des milices armées par les puissances voisines. Cette guerre a fait 500 000 morts, 10 millions de déplacés, soit la moitié de la population, dont au moins 4 millions ont dû quitter le pays.

Après avoir soutenu Bachar al-Assad, les grandes puissances ont misé sur sa chute quand la guerre a commencé. Les États-Unis ont soutenu des milices islamistes financées par leurs alliés, comme l'Arabie saoudite ou le Qatar. Puis en 2014, quand la guerre contre Daech est devenue la priorité, les États occidentaux ont misé sur le maintien d'Assad. Lorsque la Russie est intervenue dans cette guerre, ils ont émis des protestations diplomatiques, mais ont laissé faire. « *Plutôt Bachar que Daech* », disaient-ils. Une position que Trump lui-même rappelait il y a quelques semaines.

Et puis les États-Unis ont accusé le régime syrien du bombardement de Khan Sheikhoun et ils ont frappé une base aérienne. Trump prétend ainsi venir en aide aux Syriens. Quelle hypocrisie, alors qu'il a mis fin à l'accueil déjà limité des réfugiés syriens aux États-Unis ! Son souci n'est pas la protection des Syriens, mais la défense des intérêts des États-Unis dans le conflit, et de montrer qu'ils y sont maîtres du jeu.

Les missiles américains n'empêcheront pas cette guerre atroce de se poursuivre. Ils ne mettront pas fin au régime d'Assad, et ce n'est d'ailleurs pas leur objectif. Comme les bombes du régime syrien, ces missiles relèvent du terrorisme d'État, qui alimente en retour le terrorisme des groupes islamistes.

Ce bombardement s'inscrit dans la longue liste des forfaits de l'impérialisme dans cette région, une région que les grandes puissances pillent et ravagent depuis plus d'un siècle, depuis que, au cours de la Première Guerre mondiale, elles se sont partagé les dépouilles de l'Empire ottoman et ses richesses pétrolières.

Les dirigeants européens qui, comme Hollande, étaient critiques à l'égard de Trump, le félicitent aujourd'hui. Toujours au nom du peuple syrien. Mais eux non plus ne veulent pas accueillir plus de réfugiés. L'Union euro-

péenne en accueille aujourd'hui moins que le petit Liban et ses quatre millions d'habitants ! C'est parce que les portes de l'Europe leur sont fermées que tant d'entre eux tentent chaque jour de franchir la Méditerranée, au péril de leur vie. Que les gouvernements qui prétendent vouloir secourir les Syriens commencent par les accueillir, quand ceux-ci veulent échapper à l'enfer de la guerre !

Nul ne sait à quelle escalade peut mener l'intervention américaine dans cette région où sont déjà impliqués la Russie, la Turquie, l'Iran, l'Arabie saoudite et la France.

On nous dit que nous sommes en paix. Mais les dépenses d'armement battent des records dans le monde entier. Le gouvernement s'enorgueillit des ventes de Rafale, de sous-marins et autres canons. Et le surarmement prépare la guerre, et non la paix. Personne ne sait où peut conduire, par exemple, l'envoi d'un porte-avions américain contre la Corée du Nord. La guerre est déjà à nos portes, en Ukraine, dans cette Europe qu'on dit en paix.

« *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* », disait Jaurès. Il est nécessaire de mettre fin aux causes des guerres : les rivalités entre grandes puissances, la recherche du profit par la minorité privilégiée qui domine la société.

Les travailleurs ne doivent pas laisser aux capitalistes la mainmise sur la société. Il faut pour commencer défendre nos conditions d'existence. Mais il faut aussi affirmer la nécessité de mettre fin au capitalisme, pourvoyeur de guerre, de chômage et de misère.

C'est le sens de la candidature de Nathalie Arthaud à l'élection présidentielle. Elle veut non seulement faire entendre les exigences du monde du travail, mais aussi dire qu'il faut mettre fin à cet ordre social injuste, où la cupidité des possédants et les convoitises de leurs États mènent le monde à la guerre et à ses horreurs.

Voter pour Nathalie Arthaud, une candidate communiste, c'est le moyen d'affirmer qu'une fraction, même minoritaire, du monde du travail est consciente qu'il faut changer cette société dont les dirigeants nous enfoncez dans la crise et nous mènent à la guerre. Seuls les travailleurs peuvent changer le monde ; aucun sauveur suprême ne le fera à leur place.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ		Guyane : la grève se poursuit	16	ROUMANIE 1907	
Macron : tout bon pour les patrons	4	Guadeloupe : grève à la plantation	16	La révolte des paysans	11
Mélenchon : drôle de partisan de la paix	4	LA CAMPAGNE DE NATHALIE ARTHAUD		ENTREPRISES	
PCF : « vote utile à gauche » et nouvelles illusions	4	Un vote de dignité et de combativité ouvrière	8	Clinique de l'Auzon	12
Gattaz : le président de ses rêves	5	Abstention ? Non ! Exprimer un vote conscient	8	Hôpital du Mas-Carreiron	12
Regroupement familial : démagogie xénophobe	5	La police de la pensée patronale	8	Jean-Delatour - Vénissieux	12
Handicapés : une situation scandaleuse	5	Écologie : le capitalisme pollue et tue	9	Aerofarm - Marseille	12
Fessenheim : manœuvres autour d'une centrale	6	Réponse à un mensonge de la presse	9	Chantiers de Saint-Nazaire	13
Factures d'électricité : nouveau rattrapage	6	DANS LE MONDE		Fonderie - Haute-Marne	13
Linky et Gazpar	6	Argentine : première grève générale contre Macri	10	Amcor - Argentan	13
Migrants : une situation révoltante	7	États-Unis : la politique du gros bâton	10	Min - Rungis	14
Prisons : le miroir d'une société en crise	7	Industrie pharmaceutique : on est jamais si bien servi...	10	Volkswagen - Villers-Cotterêts	14
Police et contrôle au faciès	7	Italie : les migrants renvoyés	11	Castmétal - Feurs	14
Bure : promesses enfouies	7			Neuhauser	14
				RÉVOLUTION RUSSE	
				Le début des « journées d'avril »	15
				LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE	
				Le programme	16

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Présidentielle : les dirigeants changent, l'appareil d'État reste

Le choix du président de la République est présenté comme l'acte déterminant pour toute la vie du pays. Les candidats prétendent influencer sur la vie économique, sociale, culturelle, améliorer la vie de tous et de chacun.

Il y a pourtant deux domaines sur lesquels ils n'ont et ne veulent avoir aucune action : la propriété privée des moyens de production et d'échange ; l'appareil de l'État. Les deux domaines sont intimement liés et déterminent en fait tout le reste.

La bourgeoisie, détentrice des moyens de production, des banques, des chaînes de commerce, sait que tous les prétendants à l'Élysée sont à son service : ils ont été sélectionnés pour cela. Macron, Fillon, Hamon, Mélenchon ont fait leurs preuves en tant que ministres. Le Pen en rêve depuis toujours. Aucun d'entre eux n'oserait s'en prendre, même en parole, à la propriété privée.

L'État, que le futur président est censé diriger, est une machine bien huilée au service des possédants. Il est composé de milliers de hauts fonctionnaires sélectionnés dans les grandes écoles, puis par des années passées au service des grands groupes ou des ministères, et le plus souvent les deux à la fois. Ces hauts fonctionnaires sont peu connus, si ce n'est dans le cercle très étroit des grands dirigeants d'entreprise. Mais lorsque le gouverneur de la Banque de France, par exemple, consent à être interrogé, le journaliste est encore plus déférent que pour un président en exercice.

Ces serviteurs de luxe, alliés ou parents de la grande bourgeoisie, n'ont de comptes à rendre qu'à cette dernière. Ils assurent la continuité du fonctionnement de l'État au service des puissants. Ils ne changent pas en fonction des élections. Leur poste ne dépend pas de leur habileté politique ni de leurs succès auprès des électeurs, mais de leur capacité à servir le grand capital.

Quel que soit l'occupant de l'Élysée et son programme, l'État paie sa dîme aux banquiers et vole à leur secours le cas échéant, prend les mesures utiles pour pressurer les travailleurs et augmenter les profits, sert de commis voyageur aux industriels, déverse les fonds publics dans les caisses privées, combat bec et ongles toute velléité des travailleurs de redresser la tête, fait la guerre s'il le faut pour défendre les intérêts du capital.

Le métier du président consiste seulement à trouver les mots pour faire passer cette politique auprès de la population. Chacun le fait certes avec son vocabulaire et en fonction de la clientèle de son parti. Mais les travailleurs n'ont pas à choisir entre des gens qui n'ont d'autre objectif que de mener la lutte de classe contre eux.

Paul Galois

Lisez *Lutte de classe*,

revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 183 (avril 2017)

- Faire entendre le camp des travailleurs, avec Nathalie Arthaud
- Meeting du 26 mars : discours d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud
- Profession de foi et affiche officielle
- La situation en Guyane
- PC réunionnais : un congrès sous le signe de la collaboration de classes
- Turquie : les inquiétudes du gouvernement Erdogan
- Combattre les robots ou le capitalisme ?
- Le CETA et les intérêts des travailleurs

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,70 euro.



Des familles juives internées au camp de Drancy après la rafle du Vél' d'Hiv.

Rafle du Vél'd'Hiv : un crime d'État

En déclarant le 9 avril que la France n'était pas responsable de la rafle du Vél'd'Hiv, Marine Le Pen a d'une part proféré un mensonge éhonté, de l'autre soulevé une tempête de protestations à l'hypocrisie consommée.

« La France », si cela a un sens, cela ne peut être que l'appareil de l'État français, dans sa continuité. Or il n'y a nul besoin d'invoquer des travaux ou des recherches récentes d'historiens pour ce qui est une histoire publique. C'est bien cet État français, gouvernement et administration, police et préfecture, qui organisa les 16 et 17 juillet 1942 la rafle des Juifs résidant à Paris. L'opération, exécutée par 7000 policiers français, grâce aux fichiers constitués depuis des années, envoya 13000 personnes, dont un tiers d'enfants, d'abord au vélodrome d'Hiver, puis dans les camps de la mort. Une centaine seulement devait en revenir.

Paris était certes occupé par l'armée allemande. Les nazis entreprenaient la déportation et l'extermination des Juifs dans toute l'Europe. Mais le gouvernement de Pétain et l'État français allèrent au devant de leurs désirs, pour mener une opération que l'occupant allemand n'aurait accomplie qu'avec difficulté. L'extrême droite française n'avait pas besoin des nazis pour être antisémite, antiétrangère, anticommuniste et antiouvrière. Elle l'était de naissance, elle le resta lors de son passage aux

affaires entre 1940 et 1944, elle l'est demeurée depuis.

Quant aux policiers, il est vrai que certains d'entre eux ont averti les personnes qu'ils allaient arrêter, leur permettant de s'enfuir. Mais, en tant que telle, la police française n'avait besoin de personne pour être dressée à traquer les étrangers, à embarquer ceux qu'on lui désignait, à pousser des enfants dans les bus, à surveiller des familles enfermées au vélodrome d'Hiver. D'ailleurs, loin de toute pression allemande, en Algérie ou aux Antilles, l'État français mit en place avec zèle la politique de Vichy, y compris les décrets antisémites.

Pour passer sans heurts de Pétain à de Gaulle à l'été 1944, l'État procéda à une opération de blanchiment. Ainsi la police parisienne « s'insurgea » opportunément alors que les chars américains approchaient de Paris. Elle fut en conséquence dédouanée des crimes perpétrés pendant l'occupation, dont la rafle, décorée pour faits de résistance et prête à continuer son office.

La continuité répressive de l'État français peut se résumer par la carrière du préfet Papon : organisateur de la déportation des Juifs

de Bordeaux, il commandait la police parisienne lorsqu'elle assassina des centaines de manifestants algériens le 17 octobre 1961.

Les politiciens ayant commencé leur carrière avant ou durant la guerre, notamment de Gaulle et Mitterrand, ont toujours veillé à conserver la légende de l'innocence de « la France ». Ils poursuivaient en cela leur politique de 1944-45 visant à protéger, en commun avec tous les partis, y compris le PCF, la continuité de l'État français, de sa police, de son armée et de ses colonies. À partir de Chirac, le temps ayant passé, une version un peu plus conforme à la vérité historique a commencé à se faire jour. Les écoliers apprennent désormais que « la France » a envoyé des enfants de leur âge à la mort, sans que jamais on leur explique par quel miracle cet État criminel se serait ensuite transformé en État secourable.

S'appuyant sur cette nouvelle histoire officielle, les concurrents de Le Pen l'accusent en fait de s'en tenir à l'ancienne. Mais le fond est le même. Ceux qui postulent à la direction de l'État français d'aujourd'hui sont d'accord sur l'essentiel comme ils l'étaient alors. Leur priorité est d'assurer la continuité de l'État, de cet État qui montre son vrai visage dans des occasions comme la rafle du Vél'd'Hiv.

P.G.

Macron : tout bon pour les patrons

Plus la date de l'élection approche, plus Macron, tout en restant dans un flou artistique, précise ses choix : l'heure n'est plus de se dire « et de droite et de gauche », son slogan pourrait être simplement « c'est tout bon pour les patrons ».

« Je souhaite introduire dès l'été un projet de loi pour simplifier le droit du travail et décentraliser la négociation. Il s'agit de donner plus de place à l'accord majoritaire d'entreprise, ou de branche, d'une part, d'encadrer les décisions des Prud'hommes, d'autre part. Le tout par ordonnances, pour procéder de manière rapide et efficace. » Cet extrait de l'interview donnée au *Journal du dimanche* du 9 avril résume bien ce qu'il entend appliquer. Loin de ses prétentions au changement, il sera dans la continuité des politiques patronales de ceux auxquels il rêve de succéder. Ce sont les mêmes discours sur les prétendus blocages de la société française, sur le dépassement des « barrières » et des excès de réglementation qui entraveraient l'innovation : un véritable discours standard d'ouverture à des assises du Medef !

Car Macron a bien l'intention de s'en prendre au monde du travail. La dette, qui pourtant ne concerne en rien celui-ci, Macron veut « la réduire de manière efficace et durable ». Avec le sérieux budgétaire qu'il a l'intention de mettre en œuvre, on imagine bien quelles coupes dans les dépenses publiques cela va signifier. Ce sera non seulement les 120 000 postes de fonctionnaires qu'il entend supprimer, en particulier dans les collectivités locales, mais aussi les dépenses de fonctionnement de ces dernières. Il parle de



les réduire de 2 milliards par an, alors que les collectivités sont déjà contraintes de compenser en grande partie ce que l'État n'assure plus.

Loin de Macron l'idée de critiquer les capitalistes du CAC 40, au contraire, ils créeraient des emplois, comme Renault, PSA, BNP Paribas ou Sanofi, sans doute, qui accumulent les milliards de profits, et en trois ans ont créé... plus de 10 000 chômeurs. Tout est à l'avenant, de la fin des statuts sociaux dits protégés aux « syndicats qui font trop de politique » et « ne représentent plus l'intérêt général ». Et ses mesures, si

elles se concrétisaient, susciteraient la même opposition dans le monde du travail que le chapelet d'attaques du quinquennat passé, de la loi Macron à la loi El Khomri.

Voilà pourquoi le candidat d'En marche « assume totalement les instruments qui ont été prévus par la Constitution de 1958 » et envisage sereinement de faire appel, comme l'a fait Valls avant lui, au 49-3, dont il ferait même « la procédure par défaut des textes législatifs ». Voilà les travailleurs prévenus : pour répondre à Macron comme à Valls, il leur faudra descendre dans la rue.

Viviane Lafont

Paul : apôtre de la démocratie

Par une vidéo, Francis Holder, le patron des boulangeries Paul et des macarons Ladurée, a médiatisé son vote en faveur de Fillon.

Les employés ont ainsi appris que leur patron parlait « en tant qu'ambassadeur des 14 000 salariés » du groupe ; il affirmait que c'est « la demande que fait le personnel de pouvoir travailler plus, de simplifier le code du travail ».

Tout juste si ce monsieur ne demande pas à

ce que 14 000 votes soient comptabilisés pour son idole...

Fillontorix

En meeting à Clermont-Ferrand, Fillon s'est comparé à Vercingétorix, vainqueur à Gergovie en 53 avant JC alors que le « favori des sondages » était le Romain Jules César. Se réclamer des Gaulois est une vieille référence de droite et d'extrême droite que Fillon ne se prive pas de reprendre.

Il faudra quand même que quelqu'un dise à Fillon que Vercingétorix a perdu au deuxième tour, à Alésia.

Mélenchon : un drôle de partisan de la paix

Lors de son meeting sur le port de Marseille le dimanche 9 avril, Jean-Luc Mélenchon s'est présenté comme le candidat de la paix, un rameau d'olivier à la main.

Mais s'il a longuement dénoncé les risques d'un engrenage guerrier dû à la politique américaine, il a par contre réussi en une heure de discours à ne pas condamner les interventions militaires françaises en Afrique.

C'est surtout à un plaidoyer pour la sortie de l'Otan que s'est livré Mélenchon. Il s'est indigné qu'on ait pu voir « le président français et son homologue allemand soutenir des interventions américaines qui n'avaient aucun fondement, aucune légitimité internationale, comme en Libye ou en Afghanistan ». Il a évoqué la possibilité pour la France d'être entraînée dans une guerre en Ukraine, et il a même parlé d'un éventuel conflit armé à Gibraltar. Mais ni le Mali ni la Centrafrique n'ont été cités. C'est pourtant là que se trouve l'essentiel des troupes françaises intervenant à l'étranger.

En Syrie aujourd'hui, en Afghanistan hier, l'impérialisme de second ordre qu'est la France sert de supplétif dans des interventions militaires décidées à Washington. Mais il sait aussi prendre l'initiative seul, dans la zone où l'impérialisme américain lui laisse le rôle de gendarme, les anciennes colonies françaises d'Afrique. Or nulle part dans son programme Mélenchon ne s'affirme en faveur du retrait des troupes françaises du continent. Il y reste simplement muet sur la question. Mais ses conseillers, interrogés à ce sujet, parlent pour ces militaires d'un

rôle de « maintien de la paix sous mandat de l'ONU », ce qui n'est rien d'autre que le mensonge officiel de Hollande.

Il faut d'ailleurs rappeler que le 22 avril 2013, lors du débat sur la prolongation de l'intervention militaire au Mali, aucun des députés ou des sénateurs du Front de gauche n'avait voté contre. Ils s'étaient contentés de s'abstenir, montrant ainsi clairement les limites de leur opposition aux guerres de l'impérialisme français.

En ce qui concerne les interventions militaires, le programme de Mélenchon prône d'ailleurs simplement de « refuser toute intervention militaire sans mandat de l'ONU », ce qui implique que les États impérialistes peuvent s'engager dans les guerres qui leur conviennent s'ils ont ce mandat. Or l'ONU n'est rien d'autre qu'une institution créée par les grandes puissances pour couvrir leurs brigandages impérialistes du voile d'un prétendu droit international. L'ONU a joué ce rôle depuis sa naissance, et aujourd'hui c'est avec son accord que l'armée française intervient au Mali et en Centrafrique. L'impérialisme français a même pris l'habitude, dès qu'il le peut, de sous-traiter l'occupation des pays où il intervient aux soldats de l'organisation internationale.

Pas plus que celui du gouvernement, le nationalisme de Mélenchon ne fait bon ménage avec la paix.

Daniel Mescla

PCF : vote utile à gauche et nouvelles illusions

Au lendemain du rassemblement de Mélenchon à Marseille le 9 avril, tirant à la une « Le vent se lève », *L'Humanité* a appelé « à un grand coup de collier des communistes, des Insoumis, des démocrates, des syndicalistes, (qui) peut tout bousculer ».

La direction du PCF remet en avant l'argument du vote utile à gauche censé permettre à Mélenchon d'être présent au deuxième tour. Le directeur

de *L'Humanité*, Patrick Le Hyaric, évoque une dynamique d'où peut « s'ouvrir une période plus favorable dans laquelle les forces syndicales (...) trouveront matière à une nouvelle expression ».

Comment le PCF serait-il capable d'influer en quoi que ce soit sur la politique qui serait menée par Mélenchon, en envisageant le cas très improbable où celui-ci serait élu, alors qu'il a été incapable

d'influencer Mitterrand ou Jospin, à une époque où il avait un poids électoral bien plus important qu'aujourd'hui ? Plus récemment, le PCF n'a pas été davantage en mesure d'influer sur la politique de Hollande. La raison est simple : les socialistes au gouvernement, flanqués ou non de ministres du PCF, prennent leurs ordres exclusivement du patronat et de la finance. En contribuant à porter au

pouvoir ces socialistes, les dirigeants du PCF se sont faits les complices d'ennemis des travailleurs. Cette politique a été une impasse pour le PCF et elle a désorienté une grande partie de ses militants.

Une véritable politique communiste ne peut consister à soutenir de tels politiciens bourgeois. Il faut indiquer une autre voie. C'est cette politique que veut défendre Lutte ouvrière, notamment en

présentant la candidature de Nathalie Arthaud. Affirmer le camp des travailleurs face à tous les politiciens qui veulent les tromper, en appelant à un vote de conscience ouvrière, c'est aussi dire qu'il faut aller vers la construction d'un véritable parti communiste, ouvrant la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, vers une société communiste.

Jean Sanday

Gattaz: le président de ses rêves



Affirmant ne donner aucune consigne de vote pour la présidentielle, Pierre Gattaz, le président du Medef, a tout de même indiqué dans différentes interviews sa préférence pour Fillon ou, à défaut, pour Macron.

Tous les deux sont les meilleurs défenseurs, à ses yeux, des intérêts des entreprises, ou plutôt de leurs actionnaires.

Gattaz a ainsi distribué ses bons et ses mauvais points aux candidats. Mais il a surtout formulé ses exigences. Tout en donnant un satisfecit au CICE et au pacte de responsabilité du quinquennat Hollande – cadeaux fiscaux de l'État aux actionnaires, qui coûtent chaque année 40 milliards d'euros d'argent public sous prétexte de créer des emplois –, il a indiqué que seul « un tiers du chemin a été fait » et qu'il faut « réduire encore le coût du travail », donc aggraver l'exploitation. Il a

reconnu que les marges bénéficiaires des entreprises françaises sont passées de 28% à 32% en quatre ans, mais c'est pour en demander davantage. D'après lui, il faut « gagner encore 35 milliards sur le coût du travail, et 55 milliards sur les impôts territoriaux ».

Le plan de route pour le prochain président, quel qu'il soit, est donc déjà tout tracé par le patronat: aggravation de l'exploitation, nouveaux reculs de l'âge de la retraite, nouveaux cadeaux fiscaux aux capitalistes, nouvelles réductions des budgets des services publics utiles à la population. Les travailleurs savent à quoi s'attendre.

Julie Lemée

Conscience patronale

Interrogé sur les discours anti-Europe des politiciens lors du débat des 11 candidats, le patron du Medef Gattaz a commenté: « C'est trop facile de mettre tous nos problèmes sur le dos de l'euro et de l'Europe. Le Code du travail de

3 600 pages, c'est pas l'Europe! La pénibilité, c'est pas l'Europe! La taxation effrayante que les entreprises ont subie depuis trente ans, c'est pas l'Europe! »

Eh oui et l'exploitation, c'est Gattaz.

Handicapés: une situation scandaleuse

À l'occasion de l'élection présidentielle, les associations d'aide aux handicapés tentent de se faire entendre et d'obtenir des engagements des candidats sur les mesures indispensables pour favoriser leur intégration dans la société et leur donner les moyens de vivre.

La situation des 12 millions de personnes handicapées que compte le pays est scandaleuse. Le revenu perçu par ceux qui ne peuvent pas travailler est inférieur au seuil de pauvreté. Une revalorisation de l'allocation pour adulte handicapé est indispensable.

Lorsque Nathalie Arthaud défend la nécessité d'assurer un revenu minimum de 1800 euros net, cela concerne non seulement les salaires, mais les retraites et toutes les allocations, dont bien sûr celles que touchent les personnes handicapées. Ce revenu devrait être indexé sur la hausse des prix.

Le taux de chômage qui frappe les handicapés est deux fois supérieur à celui des autres privés d'emploi, malgré l'obligation des entreprises de plus de vingt salariés d'embaucher 6% de handicapés sur leurs effectifs. Cette loi, qui date de 1987, renouvelée en 2005, n'est toujours pas appliquée, et ce même dans les services publics.

Les associations dénoncent aussi le manque d'accessibilité des bâtiments publics et d'habitation et des transports. En 2005, la loi pour l'égalité des droits et des chances imposait la mise aux normes des bâtiments et des transports en dix ans. Aujourd'hui encore, douze ans plus tard, une majorité ne la respectent toujours

pas. Le gouvernement Hollande a accordé pour cela des délais supplémentaires, allant de trois ans à neuf ans, en fonction de la taille de la structure et de ses difficultés financières. Cette décision a permis de lever les sanctions financières en échange d'un engagement à effectuer les travaux... jusqu'au prochain report!

Les revendications des handicapés concernent les structures pour la prise en charge des enfants et des jeunes. À l'école, si quelques efforts ont été faits, les mesures d'économies rendent difficile la vie des enfants. Les contrats de ceux qui en sont chargés sont le plus souvent précaires, la formation est de ce fait presque inexistante et repose sur la bonne volonté. De plus, il reste encore 12 000 enfants n'ayant pas pu suivre leurs

études au sein de l'Éducation nationale.

Les personnes âgées devenues dépendantes sont tributaires des sommes accordées pour financer les heures d'aide à la personne qui leur sont nécessaires. À la faveur des lois de décentralisation, l'État s'en est défaussé sur les départements et les communes. En réduisant les ressources de ces collectivités territoriales, il contribue à réduire les aides et en même temps à priver d'emploi des centaines de salariés.

Depuis des années, les associations attendent une politique à la hauteur des besoins des 18% de la population concernés mais, malgré quelques avancées, la situation reste toujours catastrophique. Il est urgent que l'État consacre les sommes nécessaires au fonctionnement des structures, à l'attribution de ressources suffisantes aux handicapés, et qu'il impose au moins dans ses propres services l'embauche de ceux qui peuvent travailler.

Inès Rabah



THIERRY BORDAS

Regroupement familial: démagogie xénophobe

Plusieurs candidats à l'élection présidentielle parlent de freiner le regroupement familial. François Fillon et Emmanuel Macron proposent de durcir le processus. Marine Le Pen parle de « mettre fin à l'automatisme du regroupement ».

En fait, le regroupement familial, permettant à un étranger installé en France de faire venir son conjoint et ses enfants, ne concerne que 12 000 personnes environ par an, sur 220 000 étrangers obtenant un premier titre de séjour. Ce processus, déjà bien compliqué,

n'a rien d'automatique.

Selon la loi, la procédure devrait durer entre six et neuf mois. Elle peut durer en fait plusieurs années. Le journal *Libération* du 14 mars cite le cas de Rebecca, 32 ans, Camerounaise et mère de deux garçons de 5 et 1 an. Son mari n'a

jamais vu son fils depuis sa naissance. La préfecture a refusé le regroupement familial à cause de revenus jugés insuffisants. Après un recours auprès du ministère de l'Intérieur, car la préfecture avait confondu son salaire brut avec le net, le refus a été confirmé, sous prétexte qu'elle n'est pas en CDI. Comme il faut attendre un an pour reconstituer un dossier, la procédure risque de prendre en tout trois ou quatre ans, si elle aboutit.

Pour Kamel, 40 ans,

Tunisien, jardinier en CDI, la préfecture avait donné un avis favorable à la venue de sa femme, après deux ans et demi d'attente. Mais celle-ci est tombée enceinte, et une petite fille est née après l'avis favorable de la préfecture. Le regroupement a finalement été refusé, le logement de 28 m² étant jugé trop petit pour trois personnes. La norme serait de 32 m².

En parlant du regroupement familial comme d'un droit automatique, Marine

Le Pen ignore volontairement ces obstacles, qui limitent déjà le droit des étrangers à vivre avec leur famille. Tous ceux qui proposent de limiter encore ce droit, elle comme Fillon et Macron, n'hésitent pas à conforter les préjugés d'une partie de l'électorat contre les immigrés, quitte à leur compliquer encore plus la vie, en continuité avec la politique de Hollande et de Sarkozy avant eux.

Hélène Comte

Fessenheim : manœuvres autour d'une centrale

Le 6 avril, le conseil d'administration d'EDF a entériné le principe de la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim, tout en la reportant après l'ouverture de l'EPR de Flamanville et sous réserve que les autres centrales soient alors en état de produire le maximum d'électricité d'origine nucléaire autorisé par la loi.

La direction d'EDF, à qui la centrale rapporte entre 200 et 400 millions d'euros par an, veut en fait gagner du temps, en espérant que le prochain locataire de l'Élysée revienne sur la décision. Fessenheim est de fait devenu un enjeu de la campagne présidentielle, entre les candidats qui prétendent réduire la part du nucléaire, voire en sortir d'ici vingt-cinq ans, comme Hamon ou Mélenchon, et ceux qui veulent maintenir la filière nucléaire française, comme Fillon ou Le Pen.

Les uns et les autres prétendent défendre qui les riverains, qui les générations

futures, qui l'emploi ou l'indépendance énergétique de la France. Ce sont de fieffés hypocrites.

C'est par ses interventions militaires que l'État français garantit l'importation de l'uranium du Niger. Ceux qui invoquent l'emploi ne sont gênés ni par les milliers de suppressions de postes en cours chez EDF, ni par le recours à la sous-traitance, ni par l'exploitation qui règne sur le chantier de construction de l'EPR. Quant aux politiciens qui promettent la sortie du nucléaire, s'ils tiennent leur promesse, ils verseront des milliards d'indemnités aux capitalistes du secteur,



comme l'a fait le gouvernement d'Angela Merkel en Allemagne, et des subventions à ceux, souvent les mêmes, qui prospèrent dans les énergies renouvelables. Plus sûrement encore, comme Hollande avec Fessenheim, ils tergiverseront, entretenant les craintes de la population face aux dangers des centrales et celles des salariés inquiets pour leur emploi.

Si les travailleurs d'EDF ou les sous-traitants du nucléaire ont bien raison d'être inquiets, ils ne peuvent compter ni sur les dirigeants politiques qui se posent en champion de la filière, ni sur la direction d'EDF pour défendre leur

emploi.

La défense à tout prix du nucléaire, même sous la forme d'un service public de l'électricité sous le contrôle de l'État, comme le réclament les syndicats d'EDF, n'est pas plus une garantie. Quand EDF était entièrement publique, la filière nucléaire servait déjà de vache à lait à une multitude de capitalistes privés. Le recours à la sous-traitance et la dégradation des conditions de travail ont débuté bien avant la privatisation partielle. L'exemple de Fukushima montre quelles multiples complicités peuvent exister entre l'État et les capitalistes quand il s'agit de

mentir aux salariés ou à la population.

À l'inverse, le démantèlement des centrales nucléaires les plus anciennes, qu'il faudra bien réaliser un jour, avec ou sans sortie du nucléaire, qui prendra des années et exigera les compétences des travailleurs du nucléaire, pourrait permettre de maintenir tous les emplois. Mais aucun des dirigeants politiques qui prônent la sortie rapide du nucléaire n'en fait un préalable, car ils partagent le même mépris pour les travailleurs. Dans ce domaine aussi ceux-ci devront imposer la garantie des emplois et des salaires.

Xavier Lachau

Factures d'électricité : nouveau rattrapage

EDF a commencé à envoyer à ses clients des lettres leur signalant que, suite à une décision du Conseil d'État du 15 juin 2016, il va y avoir des rattrapages sur les factures et donc une augmentation de l'ordre de 30 euros par client.

Ce n'est pas la première fois que cela se produit. On connaît le mécanisme. Premièrement, EDF demande une certaine augmentation des tarifs. Deuxièmement, le gouvernement estime cette hausse exagérée et décide d'en limiter le montant. Tant mieux pour les usagers, semble-t-il. EDF est désolée mais, détenue à environ 85 % par l'État, est obligée de s'incliner.

Ensuite, ce sont les sociétés qui vendent du courant en concurrence avec EDF qui saisissent le Conseil d'État, pour contester la légalité de la mesure du gouvernement. À la fin EDF, qui au fond est ravie, envoie des lettres aux clients et procède au rattrapage. Quant au gouvernement, il a l'air de n'y être pour rien. Il prétend avoir voulu préserver le pouvoir d'achat

de la population et c'est un autre organisme, le Conseil d'État, qui a pris la décision désagréable.

En fait, tout ceci est une belle arnaque. D'abord, à cause de l'existence même de sociétés qui ont été créées prétendument pour introduire de la concurrence et faire baisser les tarifs. Dans cette affaire, elles font grimper les prix, alors qu'elles ne font que vendre l'électricité produite par les centrales d'EDF.

Ensuite, le partage des rôles entre le gouvernement et le Conseil d'État permet à un organisme qui n'est pas élu de prendre des décisions. Le gouvernement s'incline, alors qu'il n'y est pas obligé.

Et, en fin de compte, les clients des compagnies d'électricité sont ainsi taxés aussi bien par EDF, par ses concurrents, que par le gouvernement.

Et le pire c'est que, si les choses semblent réglées pour la période allant de 2013 à 2015, il se pourrait qu'il y ait encore un reliquat pour 2012, et donc encore un rattrapage à venir...

André Victor

Linky et Gazpar : des compteurs intelligents pour compter les sous

Les nouveaux compteurs d'électricité Linky, dits intelligents, sont installés au rythme de 18 500 par jour dans l'ensemble du pays. Plus de trois millions et demi ont déjà été posés. À partir de juin on devrait passer à 20 000 par jour et 35 000 à la fin de l'année.

Six fabricants ont été choisis, pour un premier lot, et devraient être reconduits pour un second appel d'offres. Et il y en aura un troisième cet été.

Les candidats se bousculent, car Enedis (filiale d'EDF) a garanti aux installateurs un bénéfice substantiel de 7,25 %, à quoi la Commission de régulation de l'énergie a rajouté 3 % « conditionnés à la performance », afin que les compteurs soient posés dans les délais. Cela fait du 10,25 % au total, ce qui est particulièrement rémunérateur. Et

c'est ce qui explique aussi que les compteurs soient posés chez les clients à toute allure. Bien ou mal fait, mais vite fait !

L'ensemble du marché est estimé à 5 milliards d'euros. En principe, selon les annonces d'EDF, cela ne devrait rien coûter aux usagers, celle-ci se remboursant petit à petit grâce aux économies générées par les compteurs. Peut-être. En tout cas les clients, lorsqu'ils recevront leurs factures, ne sauront jamais s'ils payent tout ou partie de l'installation des

compteurs.

Pour les abonnés au gaz, souvent les mêmes qu'à EDF, sont prévus des compteurs tout aussi intelligents dénommés Gazpar. 140 000 ont été installés dans des régions pilotes et, à partir du 1^{er} mai, ce sera le grand déploiement : 700 000 devraient être installés fin 2017. La dépense totale est estimée à 1 milliard d'euros, mais on annonce cette fois qu'il en coûtera aux usagers 2 euros par an. Peu sans doute, mais ce ne sera pas gratuit.

Ainsi, les usagers seront bientôt bardés de compteurs. Qu'en résultera-t-il pour eux ? On ne sait pas, mais on sait déjà que les compagnies qui les posent s'en mettent plein les poches.

A.V.



Migrants : une situation révoltante

Le 10 avril, le camp d'accueil des migrants de Grande-Synthe, près de Dunkerque, a subi un incendie, faisant suite selon les autorités à des rixes entre les occupants. Le résultat est en tout cas que 1 400 migrants de plus se retrouvent sans structure d'accueil.

Ce camp ne sera pas le seul centre d'hébergement de migrants à être fermé. Un peu partout en France, des lieux d'asile trouvés dans l'urgence pour accueillir les réfugiés victimes de la guerre ou de la famine vont fermer leurs portes.

Cela concerne les centres de vacances, pour les enfants ou les familles, et d'autres bâtiments mis à la disposition des organisations d'aide aux migrants. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, un bâtiment du campus de Saint-Martin-d'Hères, près de Grenoble, fermera le 30 avril. Là comme ailleurs, des liens d'entraide s'étaient tissés avec les résidents, qui vont de fait disparaître.

De toute façon, le gouvernement l'a maintes fois répété, ces camps n'ont pas pour vocation de durer, ils ne sont pour lui que des abris provisoires en attendant que soient examinées – et bien souvent rejetées – les demandes d'asile.

Que vont devenir ces réfugiés ? Seuls les plus chanceux, si l'on peut dire, seront accueillis dans un autre centre, toujours de



Le camp de Grande-Synthe en flammes.

façon provisoire. Mais beaucoup sont sous le coup d'une obligation de quitter le territoire (OQTF) et ils seront renvoyés, soit dans le premier pays qui les a accueillis quand ils ont mis le pied dans l'Union européenne, soit dans celui qu'ils ont fui. Face à cette alternative, la plupart en seront réduits à retourner vivre dans la rue pour

échapper à l'extradition.

Quand la présence de ces miséreux se fait trop visible, et même quand les habitants des quartiers où ils se regroupent manifestent ouvertement leur solidarité, le gouvernement envoie la police. Ainsi sont traités dans ce pays riche ceux qui ont tout perdu.

Marianne Lamiral

Police : les contrôles au faciès continuent

Une enseignante d'un lycée d'Épinay-sur-Seine, en région parisienne, avait organisé en Belgique une sortie avec 18 élèves de classe terminale. Au retour à Paris, à la gare du Nord, alors qu'il ne se passait strictement rien, des policiers ont demandé les papiers des seuls trois élèves noirs du groupe.

La professeure s'est alors interposée, se présentant comme enseignante responsable de ces élèves.

Mais les policiers l'ont alors envoyée promener, continuant le contrôle et la fouille devant le restant de la classe. Comme l'a dit l'enseignante : « *De tous c'était moi la plus énervée. Mes élèves sont malheureusement habitués à ces discriminations. Pour eux, ça fait partie du quotidien.* » À la suite de quoi, elle a tenté de porter plainte dans un commissariat. Celui-ci a refusé de l'enregistrer. Les policiers n'acceptent

Prisons : le miroir d'une société en crise

La situation est explosive dans les prisons françaises, confrontées à une surpopulation qui atteint un niveau sans précédent.

Il y a quelques semaines, la directrice de la prison de Villepinte avait dénoncé cette situation, où l'on compte 69 430 détenus pour seulement 58 664 places, ce qui oblige des prisonniers à dormir par terre sur des matelas. La promiscuité entre les prisonniers est quotidienne et les conditions de détention indignes. La violence entre détenus et contre les surveillants découle logiquement de cette situation.

Lundi 10 avril la prison de Fleury-Mérogis, la plus grande prison d'Europe, a été bloquée par 350 surveillants qui protestaient contre l'agression de six gardiens. Cette prison est remplie à 180% de sa capacité, avec 4 200 détenus, et près de 150 postes de gardiens sont vacants. Mais

c'est à l'image de toutes les prisons du pays.

Du fait de l'actualité, la question des prisons s'est invitée dans la campagne électorale, mais la solution proposée par la plupart des candidats est d'en construire de nouvelles. Et comme, face à la déliquescence de la société provoquée par le chômage de masse et la misère, la réponse des gouvernants se limite à la tolérance zéro et à une répression accrue contre les plus pauvres, c'est évidemment une impasse. Ces nouvelles prisons seront vite remplies, les détenus continueront à y vivre dans des conditions dégradantes, à l'image de cette société toujours plus barbare.

Cédric Duval

pas une plainte mettant en cause d'autres policiers.

Finalement, l'enseignante a publié une tribune et l'affaire est connue par l'intermédiaire de certains médias. Elle a pris un avocat afin de porter plainte. D'autres professeurs en ont profité pour signaler bien d'autres attitudes de discrimination raciale ou sociale, notamment par rapport à des élèves de certaines cités de banlieue, de la part de la

police ou du personnel des musées.

Lors de sa campagne électorale de 2012, Hollande s'était engagé à lutter contre les délits de faciès. Il n'a rien fait, et même l'idée de remettre un récépissé après un contrôle, pour éviter les contrôles à répétition, a été abandonnée. Cinq ans plus tard, bien des policiers persistent dans leurs pratiques détestables.

André Victor

Bure : promesses enfuies, et même enfouies

Le tribunal administratif de Nancy a fini par annuler la vente par la commune de Mandre-en-Barrois, dans la Meuse, de 220 hectares d'une forêt à l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra). C'est un succès pour les opposants à la création du centre d'enfouissement des déchets nucléaires Cigéo à Bure.

À sa création, en 1998, un simple laboratoire était annoncé à Bure, afin d'étudier la possibilité d'enfouir des déchets nucléaires ultimes, qu'on ne sait plus retenir. De simple labo, en douce et au fil des ans, cela s'est transformé en un gigantesque projet Cigéo d'enfouissement de déchets nucléaires ultimes.

Piloté par l'Andra pour le compte d'EDF et d'Areva, il s'agit de construire un centre de stockage enterré à 500 mètres sous terre,

comprenant 300 km de galeries pour enfouir des déchets ultimes d'une durée de vie de 300 000 ans maximum, en espérant que pendant tout ce temps ils resteront sagement dans leurs emballages.

Certes, il faut bien faire quelque chose des déchets nucléaires, même s'il aurait mieux valu se poser la question avant de se lancer dans la production d'électricité nucléaire à tout-va. Car dans cette affaire les pouvoirs publics, l'Andra



et EDF ont menti sans vergogne, l'Andra distribuant de fortes compensations financières aux collectivités locales pour acheter leur accord, avec le soutien de l'ancien président de région et toujours sénateur de la Meuse, Gérard Longuet.

D'un coût de 15 milliards au départ, le montant

du projet est aujourd'hui estimé à près de 40 milliards. La méfiance des opposants au projet est légitime. Comment faire confiance, alors que l'opacité règne depuis le début ? Comment faire confiance, dans une société capitaliste régie par le profit à court terme, pour un projet de si long terme ?

La décision de la création du laboratoire s'est faite sous la gauche rurienne de Jospin, ministres Verts compris. Elle s'est poursuivie sous la droite comme sous la gauche, la présence de ministres Verts n'ayant fait que rendre marrons les opposants écologistes locaux.

Aujourd'hui, le candidat du PS Benoît Hamon s'est engagé à stopper le projet Cigéo, s'il venait au pouvoir. Cela était dans la corbeille de mariage avec Les Verts de Jadot, qui a retiré sa candidature à la présidentielle. Et les chances de Hamon de figurer au second tour sont si minces que la promesse n'aura sans doute même pas besoin d'être enfouie !

Étienne Hourdin



Nathalie Arthaud, candidate communiste

Un vote de dignité et de combativité ouvrière

Lundi 10 avril, la campagne électorale officielle a débuté et, avec elle, la diffusion des émissions des candidats sur les chaînes de télévision et les radios de service public. Nathalie a ainsi appelé le 10 avril à « faire entendre le camp des travailleurs ».

Je me présente pour faire entendre le camp des travailleurs.

Nous, ouvriers, employés, techniciens, enseignants, cheminots, aides à domicile, femmes de ménage, fonctionnaires, caissières... nous faisons tourner toute la société. Nous produisons toutes les richesses. Y compris les superprofits qui sont encaissés par une minorité. Y compris les produits de luxe réservés aux plus riches.

Les progrès des transports, de la médecine, toutes les prouesses techniques, c'est nous ! C'est nous qui faisons fonctionner toute l'économie, c'est nous qui faisons vivre toute la société.

Quand je parle du camp des travailleurs, j'inclus évidemment ceux que la classe capitaliste transforme en chômeurs, en licenciés ou en supprimant des emplois. Je pense aussi aux travailleurs indépendants, autoentrepreneurs, artisans et commerçants qui vivent de leur travail et qui sont eux aussi rançonnés par le grand capital.

Il faut que nous imposions nos intérêts, nos emplois, nos salaires, nos retraites, nos conditions de travail et de vie, contre les dividendes des actionnaires, contre les fortunes d'une minorité capitaliste, contre les parachutes dorés des PDG.

Il faut stopper ce qui se passe depuis des années, où une minorité privilégiée profite de la crise pour s'enrichir encore et toujours,

en écrasant les conditions d'existence de ceux qui travaillent.

Travailleuses, travailleurs,

Tous les candidats expliquent qu'avec eux plus rien ne sera jamais comme avant. C'est un mensonge. Au lendemain de l'élection, qu'est-ce qui changera pour nous ?

Beaucoup iront pointer à Pôle emploi, à l'agence d'intérim, ou enchaîneront les petits boulots. Dans les entreprises, nous serons confrontés au même grand patronat, aux mêmes actionnaires invisibles mais tout-puissants. Et ils continueront à nous imposer des cadences de plus en plus folles, plus de flexibilité, pour des salaires insuffisants, parce que c'est sur l'aggravation de l'exploitation qu'ils construisent leurs fortunes et augmentent leurs profits.

Et nous nous retrouvons confrontés au banquier, au propriétaire, qui n'admet aucun retard de loyer. Nous serons face au pouvoir de l'État, qui sait dérouler le tapis rouge aux plus riches mais qui se montre sans pitié pour les classes populaires.

L'élection présidentielle ne changera pas notre vie car, quel que soit l'élu, il fera la politique dictée par la classe capitaliste. Les candidats qui peuvent être élus ont démontré, tout au long de leur carrière, leur appartenance et leur dévouement au monde bourgeois.

Abstention ? Non ! Un vote ouvrier conscient

Dans le monde du travail, beaucoup se disent tentés par l'abstention ou le vote blanc, découragés par ces gouvernements qui, les uns à la suite des autres, prétendent mener des politiques différentes, mais qui sont toujours semblables, et invariablement au service de la bourgeoisie.

Mais s'abstenir est tout juste une façon de laisser les autres décider du nom du politicien qui prendra en charge la défense des intérêts du grand patronat, du CAC 40 et des banques, de celui qui conclura les ventes

d'armes au roi Salman d'Arabie saoudite ou au maréchal Sissi d'Égypte, au plus grand profit de Dassault, DCNS ou Thales, ou bien qui prendra la décision d'envoyer des troupes en Afrique, pour défendre les intérêts des capitalistes français.

S'abstenir, comme voter blanc, c'est tourner le dos à la possibilité d'exprimer un vote réellement utile pour les travailleurs. Ce vote affirme l'appartenance à un camp, celui du monde du travail, face à celui des exploités qui mettent la société en coupe réglée et la planète



Meeting du 26 mars.

Voter pour l'un d'eux, c'est voter contre notre camp.

Rejetons ce jeu truqué ! Dénonçons cette société, où les bourgeois ont tous les droits et les travailleurs uniquement des obligations. Affirmons collectivement nos intérêts de classe : avoir un emploi, un salaire, une retraite digne ; pouvoir se loger, se faire soigner et éduquer nos enfants.

C'est un vote de dignité et de combativité ouvrière.

Ensemble, faisons entendre le camp des travailleurs !

à feu et à sang, représenté par les politiciens bourgeois allant de la gauche à l'extrême droite.

Voter pour Nathalie Arthaud, candidate communiste présentée par Lutte ouvrière, ce sera affirmer la conscience qu'au lendemain des scrutins, quelle que soit la nouvelle tête présidentielle, la classe ouvrière aura à lutter pour imposer son droit à vivre dignement et affirmer la perspective d'une société débarrassée de l'exploitation.

Viviane Lafont

Sur le blog de Nathalie

Sophie de Menthon, la police de la pensée patronale

À la suite du débat entre les 11 candidats le 4 avril, Sophie de Menthon, la présidente du mouvement patronal Ethic, a publié sur le site du magazine *Challenges* une *Lettre ouverte à Nathalie Arthaud*, qui fustige mon « agressivité » et mes « propos accusateurs ».

Madame de Menthon avait commencé par lancer une pétition pour m'interdire d'enseigner l'économie – mais cela a fait flop ! Elle s'inquiète « en tant que parent » de « l'idéologie » que je propage. Comme si les enfants ou petits-enfants de madame de Menthon avaient été scolarisés au lycée Le Corbusier d'Aubervilliers où j'enseigne !

Madame de Menthon s'indigne de ma « violence » verbale. Mais elle n'est pas choquée par celle de la société, la violence qui s'exerce contre les six millions de femmes et d'hommes contraints au chômage, contre les salariés soumis à des rythmes de travail insupportables, contre les victimes de maladies professionnelles,

d'empoisonnement à l'amiante ou d'accidents du travail. Elle n'est pas sensible au drame que représente, pour un travailleur et sa famille, d'être jeté à la rue, après des années de travail, parce que le conseil d'administration de son entreprise l'a décidé malgré des profits élevés.

Non, tout cela ne choque pas madame de Menthon. Seul la choque le fait que je puisse m'insurger contre cette violence-là et que j'ose l'exprimer.

Décidément, la vision du monde de madame de Menthon est à l'exact opposé de la mienne. Ou, plus précisément, son monde est à l'exact opposé du mien. Bien involontairement sans doute, sa lettre illustre à quel point le monde est divisé en classes sociales aux intérêts contradictoires et même aux sensibilités opposées.

Alors, en consacrant une tribune à m'attaquer, c'est un grand honneur qu'elle me fait.

Nathalie Arthaud,
11 avril



Écologie: le capitalisme pollue et tue

Dans le domaine de l'écologie, comme dans d'autres, un catalogue de promesses ne sert qu'à faire illusion. De Grenelle de l'environnement en COP 21, tout s'est terminé, au mieux, par de grandes déclarations de principes, au pire, par de nouvelles taxes aussi profitables à l'écologie que la vignette le fut pour la retraite des personnes âgées.

Les industriels ont fraudé, passant outre aux quelques règlements un peu contraignants, comme l'a montré le scandale des véhicules diesels trafiqués, ou bien ils ont réussi à légaliser leurs émissions de substances toxiques. Sous couvert de réglementation, les différents États ont institué un marché de droits à polluer, quand ils ne subventionnaient pas les trusts au nom de la transition énergétique. Respectueux qu'ils sont du secret des affaires, ils ferment les yeux sur les matériaux utilisés, sur les



Pour mettre fin aux catastrophes que les capitalistes provoquent ou favorisent, il faut remettre en cause le système capitaliste lui-même, et non croire qu'on peut l'améliorer.

Pour les communistes révolutionnaires, supprimer le secret industriel et transformer chaque salarié en un éventuel lanceur d'alerte, pour qu'il puisse dénoncer les malversations sans crainte d'être licencié, serait déjà une arme contre le poison de l'économie capitaliste.

Au-delà, il faut avoir pour objectif une société où les travailleurs échapperaient à l'exploitation, une société responsable et mieux informée, y compris pour choisir tel ou tel type d'énergie, une société organisée de façon rationnelle, sachant respecter son environnement et agissant en fonction des besoins de l'ensemble de la population et sous son contrôle.

Sylvie Maréchal

procédés de fabrication et sur la nocivité des objets produits, jusqu'à ce qu'un scandale public éclate, qu'il s'agisse de l'amiante, du Médiateur ou de l'explosion de l'usine Total AZF.

Les problèmes de l'écologie ne sont pas un domaine à part, qu'on pourrait traiter indépendamment de la façon dont la société organise sa vie sociale et son économie.

Réponse à un mensonge de la presse

Dans son édition du 9 avril, le *Journal du dimanche* a publié une brève non signée intitulée « La guerre Poutou-Arthaud ». Il y affirmait faussement que les deux candidats, venus tous deux soutenir les travailleurs de Vivarte en lutte, auraient refusé de se serrer la main. On trouvera ci-dessous la réponse que nous avons adressée à cet hebdomadaire.

À l'attention de la rédaction du *Journal du dimanche*,
Vendredi 7 avril, à l'invitation de militants des organisations syndicales de Vivarte, Nathalie Arthaud est allée apporter son soutien aux travailleurs, lors d'un rassemblement devant le siège du groupe pour dénoncer les fermetures de magasins et les centaines de suppressions d'emplois annoncées.

Elle y a retrouvé Philippe Poutou, seul autre candidat à l'élection présidentielle à avoir répondu à l'invitation de ces travailleurs. Philippe Poutou et Nathalie Arthaud se sont salués, ils se sont passés le micro à l'occasion des prises de parole et ils ont posé ensemble pour plusieurs photos avec des travailleurs de l'entreprise.

C'est l'exact contraire qui a été relaté dans une brève de votre édition du dimanche 9 avril intitulée « La guerre Poutou-Arthaud », où il a été écrit que « les deux prétendants à l'Élysée n'ont pas voulu se saluer, ni même sacrifier à la photo de famille réclamée par les salariés grévistes ».

Nous avons contacté votre rédaction pour savoir qui était l'auteur de cette

brève non signée et nous vous avons envoyé une des photos prises lors de ce rassemblement, montrant Philippe Poutou et Nathalie Arthaud ensemble. Nous n'avons pour l'instant pas eu le moindre retour de votre part.

Le *JDD* prétend être un journal d'information sérieux. Mais cette attitude le rapproche plus d'un organe de « fausses nouvelles » comme on en voit sur Internet, capable de propager sans scrupule les mensonges les plus éhontés. En pièce jointe, une des photos démentant votre petit tissu de mensonges.

Recevez nos salutations,
Pierre Royan



Sur le site:
www.nathalie-arthaud.info

Tous ceux qui veulent avoir un aperçu plus approfondi des positions défendues par Nathalie sur l'écologie ou le logement, sur l'enseignement et la culture, sur la religion ou les sciences, pour ne prendre que quelques exemples, pourront largement tirer profit d'une visite sur son site.

De même, beaucoup d'associations, de syndicats, de particuliers s'adressent à notre camarade, exposant leurs combats et leurs revendications, et lui demandant de prendre position sur ce qui leur tient à cœur. On pourra trouver certaines de ses réponses sur le site, par exemple sur le sport, la souffrance animale, la politique routière, l'espéranto ou l'égalité parentale...

On peut également trouver sur le même site:

- le blog et le compte Twitter,
- l'ensemble de ses interventions dans les médias, télévision et radio,
- tous les clips officiels,
- notre matériel de propagande, affiches, tracts, brochures, y compris sous forme audio pour les malvoyants.

Réunion publique

Lille

Mercredi 19 avril, à 19h 30

Salle du Gymnase, place Sébastopol
Métro: République

Dans les médias

Judi 13 avril à 18h 40: BFMTV et à 20h 20: interview dans le journal de 20 heures de TF1.

Vendredi 14 avril à 7h 45: RTL à 8h 40: LCI à 9h 20: France Info TV et à 19h 30: invitée d'Yves Calvi sur LCI.

Lundi 17 avril à 8h 15: Europe 1.

Mardi 18 avril à 19 heures: invitée de C à Vous sur France 5.

Mercredi 19 avril à 7h 50: France Inter.

Judi 20 avril à 9 heures: LCP
Attention: les horaires des émissions peuvent être modifiés indépendamment de notre volonté.

Émissions officielles de Nathalie Arthaud à la télévision

Les clips de format court (1'30") passeront sur:

France 2: 20h 40
France 3: 22h 45
France Info TV: vers 17h 30
France O: 13h
France 24: vers 10h 30

dans l'ordre suivant

Judi 13 avril: 8^e position
Vendredi 14 avril: 2^e position
Samedi 15 avril: 3^e position
Lundi 17 avril: 4^e position
Mardi 18 avril: 2^e position
Judi 20 avril: 1^{re} position
Vendredi 21 avril: 8^e position

Les clips de format long (3'30") passeront sur:

France 2: 9h 15
France 3: 12h
France Info TV: entre 11h 30 et 12h 30
France O: 19h 10

dans l'ordre suivant

Judi 13 avril: 8^e position
Vendredi 14 avril: 3^e position
Lundi 17 avril: 1^{re} position
Mercredi 19 avril: 2^e position
Judi 20 avril: 7^e position
Vendredi 21 avril: 3^e position

Argentine : première grève générale contre Macri

Judi 6 avril, la grève générale a paralysé l'Argentine. La très large avenue du 9 Juillet à Buenos Aires, comparable aux Champs-Élysées, était déserte. Il n'y avait pas de bus, pas de métro. Écoles, banques et aéroports étaient fermés, avec des barrages humains sur la chaussée, des manifestations partout, des villages de tentes pour passer la nuit et les principaux accès de la capitale bloqués par les grévistes et les manifestants.

« La grève était quasi-totale », s'est réjoui Hugo Yasky, un dirigeant de la Centrale des travailleurs argentins (CTA), qui organise les employés du secteur public et les enseignants. La grève était appelée également par la CGT, à l'exception de son secteur de la restauration qui soutient le président argentin, Mauricio Macri.

Les travailleurs d'Argentine rejettent massivement la politique d'austérité menée depuis seize mois par Macri, homme de droite et héritier d'un empire industriel. Depuis qu'il gouverne, il a multiplié les attaques contre la population. Le peso a été dévalué et les subventions qui réduisaient le montant des factures d'eau, de gaz, d'électricité et de transports ont été supprimées, entraînant une explosion

des prix. Une forte inflation chiffrée à 40 % dévore le pouvoir d'achat, d'autant que Macri rejette les augmentations de salaire qui dépasseraient 17 %.

La colère a commencé à s'exprimer début mars. Les manifestations se sont multipliées. Les enseignants sont entrés en lutte. La politicienne alliée de Macri qui dirige la province très peuplée de Buenos Aires, Maria Eugenia Vidal, a tenté de payer des briseurs de grève pour remplacer les enseignants. Elle a surtout obtenu d'exaspérer ceux-ci, en grève depuis des semaines et qui manifestent avec des pancartes proclamant : « Tant qu'il y aura des enseignants debout, il n'y aura pas de peuples à genoux ». Ils exigent des augmentations en rapport avec l'inflation, soit au moins 35 %.



Une des manifestations du 6 avril.

D'autres secteurs sont en lutte. Dans plusieurs entreprises de la province de Buenos Aires, des travailleurs s'opposent à des licenciements ou à des fermetures d'usine, à tel point que les grévistes d'une imprimerie du quotidien *Clarín* ont réalisé un magazine spécial intitulé « Vive les luttes ouvrières ».

Ce mécontentement a débouché sur une manifestation si puissante, le 7 mars, qu'elle a obligé les centrales syndicales, jusque-là attentistes, à appeler à la grève générale. Pour calmer le

jeu, la CGT appelait toutefois les grévistes à rester chez eux, un appel que les salariés les plus combattifs n'ont pas entendu. Appuyés par les organisations d'extrême gauche, ils ont bloqué les accès à la capitale. Le gouvernement a répliqué par les canons à eau et les gaz lacrymogènes, ce que la ministre de la Sécurité, Patricia Bullrich, appelle sans rire la « bataille culturelle ».

Il reste que la cote du président Macri est en chute libre. Il cherche à faire défiler ses partisans.

Quelques milliers d'entre eux ont dû sacrifier leur week-end pour le soutenir le 8 avril.

Cela ne fera pas taire le mécontentement, qui est profond. La politique de Macri a réveillé le spectre de la paupérisation, dont le taux s'envole au rythme de l'inflation. Les enseignants, aile marchante de la contestation, exigent maintenant des centrales syndicales une autre journée de grève nationale, pour leurs revendications mais aussi contre la répression.

Jacques Fontenoy

États-Unis : la politique du gros bâton

En faisant bombarder une base militaire syrienne puis en envoyant une escadre vers les côtes de la Corée du Nord, le président américain Donald Trump a voulu montrer la capacité des États-Unis à intervenir militairement là où ils le veulent, quand ils le veulent, sans demander l'autorisation ni même l'avis de qui que ce soit.

Les prétextes avancés pour les deux opérations sont, en Syrie, un bombardement chimique ayant atteint des enfants, en Corée, un nouveau tir de missile. En Syrie, les horreurs sont quotidiennes, les enfants assassinés innombrables, les coupables connus, à commencer par les États-Unis eux-mêmes. À l'autre bout du monde, les essais de missiles de la Corée du Nord sont relativement fréquents et jusque-là inoffensifs, les seules victimes de la dictature sont les Coréens eux-mêmes. Non seulement ces situations ne sont pas nouvelles, mais les États-Unis y ont une lourde part de responsabilité.

Le contexte général explique bien mieux ces démonstrations de force que tous les discours du président américain. Trump a envoyé ses missiles à la veille du voyage de son ministre des Affaires

étrangères en Russie. Les bombes sont tombées en Syrie, mais c'est le président russe Poutine, allié du dictateur syrien, qui est prévenu. Non seulement les États-Unis encerclent la Russie d'un réseau de bases militaires, mais ils veulent limiter l'influence russe en Syrie. De même le porte-avions américain a été détourné vers la Corée du Nord, alliée de la Chine, au moment même où le président chinois était en visite chez Trump.

Ce dernier a d'ailleurs enfoncé le clou, affirmant ne pas avoir besoin de la Chine pour résoudre la question de la Corée. Le coup de semonce à la Corée vaut aussi pour la Chine, qui cherche à agrandir son espace maritime aux dépens des pays alliés des États-Unis. Comme souvent, les discours, les menaces, voire les coups adressés aux petits pays sont autant d'avertissements aux

grands, ceux avec lesquels les États-Unis sont potentiellement ou réellement en concurrence.

De plus, au-delà de la capacité militaire des États-Unis, dont personne ne doute, Trump a voulu démontrer qu'il avait personnellement la volonté de faire usage de la force. Peut-être s'agit-il de rododromes sans lendemain, d'une opération de communication. Après tout, l'armée américaine a effectué près de 20 000 missions de

bombardement au Moyen-Orient depuis 2014 et sa marine patrouille sans cesse sur tous les océans et même en dessous, les deux dernières opérations ne se signalant que par les discours présidentiels d'accompagnement. Peut-être s'agit-il, pour un président en difficulté, d'impressionner le peuple américain. Peut-être s'agit-il du jeu considéré comme normal des rapports de force entre grandes puissances, Trump voulant discuter avec la

Chine et la Russie en position de force.

Quoi qu'il en soit, comme toujours, les interventions de l'impérialisme américain sont des opérations de guerre, dans lesquelles il se croit autorisé à frapper où et quand il le décide. Un lointain prédécesseur de Donald Trump, le président Theodore Roosevelt, appelait cela en 1904 la politique du gros bâton. L'instrument n'a fait que se perfectionner.

Paul Galois

Industrie pharmaceutique : on n'est jamais si bien servi...

Aux États-Unis, lorsque l'industrie pharmaceutique veut mettre un médicament sur le marché, elle doit se soumettre au contrôle d'une agence réglementaire officielle, la Food and Drug Administration. Cette FDA évalue les preuves de l'intérêt que peut présenter ce médicament et de son absence de danger pour les patients.

Rien que de très normal. Sauf que, pour les actionnaires des firmes

pharmaceutiques, cela représente un certain nombre d'obstacles entre eux et les bénéfices gigantesques qu'ils tirent des produits de santé, que ceux-ci soient efficaces et sûrs... ou pas.

Alors, ils ont trouvé une solution : une forme d'autogestion, en quelque sorte. Le nouveau directeur de la FDA qui vient d'être nommé, Scott Gottlieb, a siégé ces dernières années dans les conseils d'administration

de cinq sociétés pharmaceutiques, dont les plus importantes au plan mondial. Et il a reçu d'elles 413 000 dollars (soit presque 400 000 euros) pour des consultations et conférences, rien que ces deux dernières années.

De quoi mettre celui qui est censé contrôler ces firmes dans les meilleures dispositions à leur égard, pour ne pas dire sous leur contrôle.

Hugues Jackson

Il y a 110 ans en Roumanie : la révolte des paysans

« Je dédie ce livre au peuple de Roumanie, à ses onze mille assassinés par le gouvernement roumain, aux trois villages : Stanilesti, Bailesti, Hodivoaia, rasés à coups de canon. Crimes perpétrés en mars 1907 et restés impunis. » Cette phrase clôt le roman *Les chardons du Baragan*, dans lequel l'écrivain Panaït Istrati relate comment l'extrême misère dans les campagnes roumaines conduisit les paysans à la révolte, de fin février à la mi-avril 1907.

Ancienne contrée de l'Empire ottoman, et largement autonome, la Petite-Roumanie, composée des principautés unies de Moldavie et de Valachie, devint une royauté indépendante en 1878. C'était un pays essentiellement agricole, de grandes propriétés, encore plus retardataire que ne l'était la Russie au début du 20^e siècle.

Une exploitation féroce

Le servage n'avait été aboli qu'en 1864 mais, loin d'affranchir les paysans, ceux-ci se retrouvèrent encore plus féroce ment soumis à l'exploitation des boyards. S'appuyant sur des travaux du militant socialiste roumain Christian Racovski, Amédée Dunois relate l'état de la Roumanie dans le journal *La Vie ouvrière* du 20 décembre 1909. « Le paysan manque de la terre nécessaire pour le faire vivre et meurt littéralement de faim. En 1905, 4 000 grands propriétaires possédaient 47 % du territoire arable, alors qu'un million de paysans n'en possédaient que 41 %. Soixante-six grands propriétaires usurpaient à eux seuls le seizième de l'étendue cultivée. Ces grands propriétaires n'exploitent autant dire jamais eux-mêmes. Ils ont des intendants ou des fermiers »,

ceux-ci sous-louant les terres aux paysans.

Les contrats que les paysans signaient les étranglaient. Pour pouvoir cultiver un lopin, ils devaient des journées de travail au seigneur : douze en théorie, mais cela pouvait aller jusqu'à 42 jours en Valachie et 46 en Moldavie. À ces jours de corvée s'ajoutaient la fourniture d'une partie de leurs récoltes et diverses sommes d'argent. Ils versaient par ailleurs un impôt à l'État afin que celui-ci se rembourse de l'argent qu'il avait distribué aux boyards pour les indemniser de ce qu'ils avaient perdu en 1864 en cédant une partie de leurs terres. « Et pour que le propriétaire puisse obliger les paysans à exécuter tous ces travaux, il possède un moyen infailible, poursuit Racovsky, l'interdiction qui leur est faite de rentrer leur récolte avant l'acquittement de toutes leurs dettes et obligations. » C'est ainsi que des récoltes pourrisaient sur pied dans les champs de paysans mourant de faim. La loi autorisait aussi le recours à la force publique pour les obliger à honorer leurs contrats.

Cette misère, l'abandon dans lequel végétaient les paysans roumains ne pouvaient qu'engendrer la violence contre les profiteurs, et les jacqueries



Paysans roumains, vers 1900.

s'étaient succédé au cours du 19^e siècle.

Un soulèvement massif

« La torche s'est rallumée en février-mars 1907, relate Amédée Dunois. Les paysans, par bandes, envahissaient les domaines, pillaient les châteaux, incendiaient les greniers et les écuries. À l'origine – on ne sait trop sous quelle influence secrète – le mouvement de fureur n'avait atteint que les seuls fermiers juifs, mais bientôt, nulle distinction ne fut plus faite. En Valachie, où la révolte éclata le 24 mars seulement, il n'y avait pas de fermiers juifs, et le mouvement fut nettement économique. [...] Les revendications étaient aussi diverses qu'imprécises. Dans certains endroits de Moldavie, on alla réclamer une sorte d'expropriation des boyards. Le plus souvent, on se contenta de demander une réduction du prix de location des terres. [...]

Terrorisés, fermiers et propriétaires signèrent tout ce qu'on voulut. Puis l'armée entra en scène

[...] La répression ne fut qu'un atroce carnage. En quelques jours, 11 000 paysans, d'autres dirent 15 000, jonchèrent le sol de leurs cadavres. Parmi les survivants, 15 000 furent arrêtés, pour être déferés à la justice. Mais le gouvernement eut peur du spectacle que ces innombrables procès de meurtre-de-faim donneraient au monde. Les cours d'assises, d'ailleurs, acquittaient systématiquement. Quand le ministère [libéral] se décida à l'amnistie, il n'y avait que 87 condamnés ».

Le soulèvement massif de la paysannerie roumaine avait de quoi faire craindre la perte de ses privilèges à cette classe anachronique et parasitaire de latifundiaires. Ils avaient en mémoire que, à peine deux ans auparavant, en 1905, la révolution avait éclaté à leur porte, en Russie.

Les possédants répandaient l'idée que, derrière le mouvement de la paysannerie, se trouvait la main des socialistes et des « instigateurs russes ». En réalité, la révolte resta une jacquerie comme on

en avait connu depuis le Moyen Âge. La colère avait brutalement éclaté sans qu'il y eût au sein de la paysannerie de perspectives sociales ou politiques, et aucun programme ni aucune direction du mouvement ne se manifestèrent durant les quelque deux mois que durèrent les affrontements. En l'absence du relais et de la direction d'une classe urbaine, qui ne pouvait être que la classe ouvrière, la révolte paysanne ne pouvait que déboucher sur une tragique impasse.

Le mouvement socialiste roumain, dont le représentant le plus connu était Christian Racovsky, en était à ses tout débuts, les idées n'atteignant que peu le monde paysan soumis par la classe des grands propriétaires « à la misère, la maladie et l'ignorance », pour reprendre les termes de ce dernier, prédisant que cette classe parasitaire de boyards serait amenée à disparaître peut-être plus vite et de façon plus catastrophique qu'elle ne le souhaitait.

Marianne Lamiral

Italie : les migrants renvoyés de la Méditerranée au désert

Avec l'accord signé vendredi 31 mars à Rome, le gouvernement italien pense probablement avoir marqué un point décisif pour interrompre le flux des migrants qui, parfois au nombre de plusieurs milliers par jour, arrivent sur ses côtes.

Avec cet accord, la tragédie que vivent les migrants ne cessera pas. Elle sera seulement déplacée plus loin, de la Méditerranée au cœur du désert libyen, là où elle sera moins visible. Pour cela, une véritable conférence s'est tenue au ministère de l'Intérieur italien, non seulement avec un représentant du gouvernement libyen de Favez al-Sarraj,

dont on sait qu'il ne contrôle guère la situation à l'intérieur du pays, mais avec pas moins de soixante représentants des tribus libyennes de l'intérieur.

Ces tribus, les Tebou, les Soulayman et d'autres faisant partie des Touareg, sont celles qui contrôlent actuellement tout le sud de la Libye, à ses frontières avec le Tchad, le Niger et

l'Algérie. C'est par là que passent une grande partie des migrants, souvent grâce à des trafiquants qui, contre argent, les transportent par dizaines sur des camions jusqu'à la côte méditerranéenne où ils les livrent à d'autres trafiquants. Le ministre de l'Intérieur italien s'est donc employé à rencontrer les représentants de ces tribus, à les réconcilier, et enfin il a obtenu leur accord pour un contrôle de la frontière sud de la Libye : de concert avec le gouvernement al-Sarraj, elles feront ce qu'il faut pour que les migrants ne passent plus.

Un tel accord avait déjà été conclu entre le gouvernement de Berlusconi et celui de Kadhafi, qui ne reculait pas devant les moyens pour arrêter les migrants. Cette fois, rien n'a été dit sur les contreparties qui ont été offertes au gouvernement d'al-Sarraj et aux représentants des tribus eux-mêmes pour obtenir qu'ils fassent la police aux frontières. On devine bien sûr qu'elles existent. Mais on devine aussi que l'accord ne fera pas baisser le nombre de candidats à l'immigration au Tchad, au Niger ou dans d'autres pays

d'Afrique subsaharienne. Il rendra simplement leur parcours plus dangereux. Pour beaucoup, il s'arrêtera au milieu du désert et ils n'y auront droit à aucune pitié. Mais, à la différence de ce qui se produit en Méditerranée, on n'en parlera plus car personne ne verra plus émerger leurs cadavres.

Pour arrêter le flux des hommes qui, poussés par la misère, espèrent atteindre leurs côtes, ce n'est décidément pas la honte qui étouffe les dirigeants européens.

André Frys

Clinique de l'Auzon – Clermont-Ferrand : deuxième semaine de grève

Depuis mercredi 29 mars, la quasi-totalité du personnel soignant de la clinique de l'Auzon, dans le Puy-de-Dôme, est en grève pour des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail.

Situé à La Roche-Blanche, à proximité de Clermont-Ferrand, cet établissement privé fonctionne en tant que clinique psychiatrique. Il y a une centaine de lits et à peu près autant de salariés. Cette clinique appartient au groupe Ramsay Générale de santé, premier groupe

privé de santé en France, qui possède 130 sites et emploie plusieurs milliers de salariés.

Pour obtenir plus de profits, Ramsay s'en prend aux salaires, en modifiant le calcul des jours de congés, en supprimant certaines primes, dont

celle de l'intéressement, et en imposant des objectifs impossibles à atteindre. Le personnel revendique une augmentation d'au moins 100 euros, alors qu'il n'y en a eu aucune depuis 2012. La direction répond par un refus catégorique.

La colère a éclaté comme lors de mouvements précédents et, cette fois, l'ARS (Agence régionale de santé) a demandé au préfet de réquisitionner du personnel et même d'embaucher des

intérimaires pour remplacer les grévistes, ce qui est illégal. Certains grévistes ne se sont pas laissés intimider et ont refusé la réquisition. Ils envisagent même de porter plainte contre l'abus de pouvoir de l'ARS. Celle-ci déclare que, face à un groupe privé, elle ne peut pas intervenir pour faciliter les négociations, ni obliger le groupe Ramsay à améliorer les salaires!

L'ARS et la préfecture, complices de la direction,

ont cautionné la décision du groupe de faire évacuer les patients plutôt que de satisfaire les revendications du personnel.

Mardi 4 avril, les grévistes étaient à Clermont-Ferrand, place de Jaude, pour montrer leur détermination. Toute la semaine, le refus de la direction de discuter des revendications a eu pour effet de renforcer la colère, et lundi 10 avril la grève se poursuivait.

Correspondant LO

Hôpital du Mas-Carreiron – Uzès : non à la « charte » !

Le 5 avril, les travailleurs de l'hôpital psychiatrique du Mas-Carreiron à Uzès se sont mis en grève pour riposter aux attaques de la direction contre leurs conditions de travail.

Depuis trois ans les directeurs se succèdent et s'en prennent à chaque fois à l'organisation du temps de travail, en s'appuyant sur une charte recommandée par la Chambre régionale des comptes qui vise à la revoir.

Les salariés ripostent, car ils n'acceptent pas le projet de suppression de onze jours de repos compensateur, qui reviendrait à travailler plus de 35 heures, mais payées 35 heures.

Depuis janvier 2017, la direction a proposé 7 h 42 de travail par jour au lieu de huit, mais sans compter les temps d'habillage et de déshabillage, en annulant des pauses et en supprimant des primes. Ce calcul conduit toujours à

travailler plus. Le 5 avril, les salariés étaient donc de nouveau en grève contre cette charte.

Malgré les notes de service d'intimidation du nouveau directeur, les travailleurs se sont mobilisés toute la journée. Ils demandaient à rester sur huit heures par jour en récupérant leurs jours de repos compensateur. Ils étaient soutenus par des délégations de l'hôpital de Nîmes et de l'usine Haribo d'Uzès, également en grève contre des licenciements.

Après s'être retrouvés devant l'hôpital, ils sont partis à plus d'une centaine en fanfare vers le bureau où devait avoir lieu une réunion du CHSCT. Les directeurs, adossés au mur et la mine déconfite, ont

dû écouter toute la colère des secrétaires, cuisiniers, aides-soignants, infirmiers, médecins, qui se sont exprimés. « Il y a des jours où on a tellement de travail qu'on n'a pas le temps d'aller aux toilettes ! » « On est obligés de prendre notre pause déjeuner tout en travaillant. » « Votre charte c'est la mise en danger des malades et du personnel, retirez-la ! » « Nous, ce que l'on veut c'est travailler dans de bonnes conditions, pour nous et les malades. Vous, vous ne voyez que des chiffres ! »

À 15 heures, une autre équipe rejoignait la salle et le bras de fer continuait. Enfin, à 18 heures, les travailleurs obtenaient la restitution de quatre jours de repos, le rétablissement du cycle de nuit et le maintien de la journée de 8 heures.

C'est un bon début et, tout le monde en est bien conscient, le résultat de cette mobilisation.

Correspondant LO

Jean-Delatour – Vénissieux : le bijoutier ferme boutique

Le directeur de Jean-Delatour, Serge Frety, a demandé la mise en liquidation judiciaire de sa société au tribunal de commerce, qui vient de la prononcer le 11 avril.

Jean-Delatour est une société créée par le père de Serge Frety à Vénissieux en 1978, avec actuellement 25 boutiques de vente de montres et bijoux d'entrée de gamme, et 173 salariés, dont 50 à Vénissieux, où se trouvent le siège social et une boutique.

En 2014, dans le cadre d'une procédure de sauvegarde, son président avait déjà fermé une quinzaine de magasins et supprimé 140 emplois, prétextant une baisse des ventes. Et aujourd'hui c'est l'ensemble des salariés qu'il envoie au chômage, avec seulement le minimum légal d'indemnités. Il traite les salariés avec mépris, ne donnant aucune explication, fermant les boutiques les unes

après les autres sans même attendre la liquidation judiciaire. Celle de Vénissieux a fermé dès le 6 avril, ce qui inquiète les clients qui avaient passé des commandes. Et, pour tous les salariés, c'est la consternation et la colère.

Jeudi 30 mars, un rassemblement de soutien aux travailleurs licenciés s'est tenu devant Delatour à Vénissieux, en présence d'une centaine d'habitants et de militants, ainsi que de la maire. Et là, un appel à la grève de la CGT s'est transformé en grève obligatoire, car le patron avait carrément bloqué la porte d'entrée.

La famille Frety est aussi à la tête de multiples sociétés, en partie immobilières, qu'elle ne parle pas de fermer. C'est une nébuleuse totalement opaque. Alors, ce serait la moindre des choses que ce patron rende des comptes.

Correspondant LO

Aerofarm – Marseille : un patron muet

La direction du groupe Fareva a décidé brutalement de fermer en juin 2017 l'usine de Marseille Aerofarm et d'envoyer 50 salariés à la rue sans aucune chance de pouvoir retrouver du travail.

Vendredi 31 mars, les salariés de l'usine de Marseille ont rencontré le directeur du site ainsi qu'un cadre de la direction ardéchoise, pour rien. Puis lundi 3 avril, à 5 h du matin, la direction de l'usine a carrément fermé l'entreprise. L'entrée était cadenassée et filtrée par des vigiles, les codes modifiés et les salariés à la rue. Leur contrat de travail était suspendu et la paye avec.

La direction a, dans un communiqué, donné les (mauvaises) raisons de la fermeture de l'usine en disant : « Courant 2016, le client principal (70 % du chiffre d'affaires) décide d'arrêter le principal produit conditionné sur le site. Il n'était donc plus possible d'imaginer une pérennité pour le site. »

Les salariés se sont à nouveau rassemblés le lundi 10 avril devant l'usine. D'autant plus qu'un employé avait reçu une mise à pied en vue de son licenciement.

Le patron de Fareva, Bernard Fraisse, dont dépend l'usine Aerofarm, se présente comme « le leader

européen de la sous-traitance industrielle dans les secteurs de la pharmacie, de la cosmétique et des produits ménagers ».

Il précisait au journal *Le Figaro* : « Nous avons la volonté ferme de produire en France pour le marché local. Le but est de ne pas toucher à quoi que ce soit, question emploi. » Et d'ajouter : « Pour autant, nous devons réaliser quelques réductions de coûts d'un point de vue structurel. »

Voilà bien ce que valent les paroles d'un patron dont le chiffre d'affaires voisine le milliard d'euros.

Correspondant LO



Chantiers de Saint-Nazaire : d'un patron l'autre, la même exploitation

Le gouvernement français a finalement annoncé la conclusion d'un accord avec l'entreprise italienne Fincantieri pour l'achat des chantiers navals de Saint-Nazaire, actuellement contrôlés par le groupe sud-coréen STX.

L'annonce de ce pacte d'actionnariat intervient après plusieurs mois de rumeurs et de commentaires largement repris par la presse. Jour après jour, en pleine campagne électorale, la plus grande partie des notables politiques, syndicaux et économiques ont rivalisé de surenchères pour apparaître comme les protecteurs de ce « joyau industriel français » et comme les « sauveurs de la Navale, garant de l'indépendance nationale ».

De Mélenchon à Le Pen, l'objet de leurs interventions, nationalistes, chauvines voire racistes, n'est évidemment pas de dénoncer ou de combattre le fait que de grands groupes capitalistes puissent s'acheter et se vendre par-dessus la tête de milliers de salariés des moyens de production qui constituent leur gagne-pain, et donc que ces groupes puissent décider de leur avenir comme bon leur semble. Non ! C'est sur le terrain de la « souveraineté nationale » qu'ils prétendent être les « défenseurs des citoyens ». C'est ainsi que, faute de candidat reprenneur français, même Fillon s'était prononcé pour une nationalisation des chantiers.

L'un des derniers actes revendiqués du quinquennat de Hollande est donc ce pacte d'actionnariat censé protéger de tous ces dangers. L'État français conserve 33 % des actions. DCNS (les arsenaux) prend 12 %. Restent 55 %. Pour que l'on ne puisse pas dire que Fincantieri sera majoritaire à lui tout seul, 7 % des actions ont été réservées à

une fondation italienne à « but non lucratif », voisine de palier du siège social de Fincantieri à Trieste !

Pour montrer que l'emploi est sauvegardé, une clause prétend apporter une garantie sur l'emploi pendant... cinq ans. Un ancien directeur des chantiers en rit publiquement : les réductions d'effectifs réalisées ces dernières années rendent déjà problématique la réalisation des quatorze paquebots à produire dans les huit prochaines années.

Plus significatif, ce pacte prévoit de maintenir en place la direction locale des chantiers, bien française, qui avec constance et au service des différents patrons, français, norvégiens,

finlandais, sud-coréens qui se sont succédé ces dernières années, a mené activement la même politique antiouvrière. Cette direction sera en pleine harmonie avec celle de Fincantieri qui a justement imposé à ses salariés d'Italie, en juin dernier, un accord de compétitivité aggravant les conditions de travail.

Face au matraquage idéologique, le mutisme de la classe ouvrière des chantiers pouvait faire croire qu'elle était aussi désarmée et assommée que le souhaitent ses ennemis et faux amis. Mais au début de la semaine du 10 avril, à l'annonce que la prime d'intéressement sera égale à zéro, des débrayages spontanés pour les salaires se sont répandus dans plusieurs secteurs des chantiers. C'est un début de réponse aux attaques des patrons.

Correspondant LO



Débrayage devant le bateau.

Sables de fonderie : faire payer les patrons, et quoi encore ?

En Haute-Marne, les douanes et la Direction de l'environnement ont considéré fin 2016 que les sables résiduels de fonderie stockés en surface constituaient une activité polluante. Elles se sont appuyées sur un contrôle des dépôts présents dans plusieurs entreprises du département et ont cherché à appliquer une loi votée en 2005 et modifiée en 2013.

En conséquence, les services de l'État ont réclamé aux fonderies et à certaines aciéries de Haute-Marne (GHM, Brousseval, Hachette et Driout, Ferry Capitain...) le paiement de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP). La facture s'élevait dans un premier temps à 1,7 million d'euros.

Le monde des patrons s'est alors ému et a mobilisé tous les moyens pour ne pas payer. Les entreprises ont nié la pollution : ils ont engagé une bataille juridique sur la requalification de ces sables en catégorie « inerte ». Par contre, il n'a pas été question d'une enquête sanitaire auprès des ouvriers ou des riverains.

Dans le même temps, les patrons ont enclenché une campagne d'opinion en faisant du chantage à l'emploi. Pour ces gens-là, s'il y a quelque chose à payer, ce doit être forcément aux travailleurs de le faire !

Ce discours a été relayé par la presse locale, qui en a fait un véritable feuilleton sur le mode « les normes parisiennes qui étouffent les entreprises dans nos territoires », comme si les patrons de ces entreprises, d'un côté, les ouvriers et les riverains, de l'autre avaient les mêmes intérêts.

Le quotidien local s'indignait que les patrons ne soient pas assez reçus à Paris, sans même imaginer qu'il pourrait être légitime que les ouvriers le soient indépendamment !

Les serviteurs politiques du patronat, que ce soit le député de droite François Cornut-Gentille ou le candidat PS Antoine Desfretier, ont apporté leur soutien à cette campagne. Ils se sont émus des licenciements, inévitables d'après eux, ce qui revient à dédouaner les patrons. Résultat, le paiement de la taxe est en cours de négociation pour 2016 et le montant déjà revu à la baisse (1,5 million d'euros au lieu de 1,7). Quant à l'article de loi à l'origine de la demande, il a déjà été supprimé : la taxe ne sera plus réclamée à l'avenir. Certaines dispositions législatives trouvent facilement une majorité, même en fin de mandat.

Il y a décidément du monde pour défendre les profits du grand patronat. Par contre, pour défendre leur emploi et leurs poumons, les travailleurs et les classes populaires qui habitent à côté des fonderies ne pourront compter que sur leur mobilisation.

Correspondant LO

Amcor - Argentan : 17 jours de grève

Du 23 mars au 8 avril, 84 des 86 travailleurs de l'entreprise Amcor Flexibles d'Argentan dans l'Orne ont fait grève, installant palettes et barbecue devant les portes de l'usine pour empêcher toute sortie de produits.

La décision de fermer l'usine en juin prochain est tombée le 9 février. Amcor, géant mondial de l'emballage avec plus de

180 usines implantées dans 43 pays, dont 14 en France, multiplie les rachats d'entreprises pour étendre ses marchés, tout en fermant les usines jugées pas assez rentables par les actionnaires du groupe.

La grève a commencé lorsque huit semi-remorques sont venus vider l'usine de ses stocks de matières premières et de

produits finis. La réponse unanime des travailleurs a été le piquet de grève. Ils contestent les conditions de licenciement avec six mois de salaire pour solde de tout compte.

Dans l'usine, ils sont nombreux à avoir de l'ancienneté. Le quotidien *Ouest-France* a relaté l'angoisse d'un couple, tous deux employés sur le site depuis quinze et

vingt ans, avec deux enfants en bas âge, et qui doivent continuer à rembourser leur prêt immobilier à la banque. On peut comprendre qu'ils soient désemparés face à l'avenir de chômeurs de longue durée que leur réservent les richissimes actionnaires d'Amcor.

Il est révoltant qu'une poignée d'exploiteurs décide de qui doit travailler

et disposer d'un salaire pour vivre, ou pas. Il est révoltant que de tels parasites, au nom de la propriété des usines et des capitaux, puissent accumuler des richesses toujours plus grandes et réduire à la misère un nombre toujours plus important de travailleurs dans tous les pays où ils sévissent.

Correspondant LO

Min Rungis : succès pour les travailleurs sans papiers

Jeudi 16 mars, 128 travailleurs sans papiers du Marché international de Rungis (Min), éboueurs, agents de sécurité, cuisiniers, ont commencé une grève avec occupation de la tour Semmaris, la société qui le gère, dans le but d'obtenir la légalisation de leur travail.

Ils sont des milliers sur le site, travaillant souvent depuis des années, mais sans les papiers les y autorisant, enchaînant des contrats précaires, des CDD ou des missions d'intérim.

Depuis le début de leur grève, avec l'aide de militants de la CGT, ils ont fait pression tous les jours sur leurs employeurs pour

qu'ils établissent le fameux document Cerfa, une pièce importante pour déposer un dossier de régularisation à la préfecture. Vendredi 7 avril, le ministère de l'Intérieur a cédé à leurs revendications. Une victoire qui a été accueillie par des cris et des larmes de joie. Les sans-papiers en grève ont déposé collectivement,



le jour même, leurs dossiers à la préfecture du Val-de-Marne pour obtenir le récépissé d'autorisation de travail provisoire, en attendant un titre de séjour après étude des dossiers par la préfecture.

Le sentiment qu'une porte s'ouvre enfin et la perspective de vivre comme les autres travailleurs sont dans toutes les discussions. Un concert du

chanteur HK et les Saltimbanques s'est tenu dès le soir dans une ambiance festive et fraternelle.

Ce succès est dû à la détermination des grévistes, qui ont su rester soudés, à la mobilisation de militants de la CGT du Val-de-Marne et des villes alentour, au soutien de partis politiques de gauche, des associations

et de travailleurs du rang. La grève a été suspendue dimanche 9 avril, au bout de 24 jours, autour d'un barbecue de lutte et de solidarité, et aux cris de : « On vit ici, on bosse ici, on reste ici ! » Rendez-vous a été pris pour l'étape suivante, la distribution des permis de travail.

Correspondant LO

Volkswagen – Villers-Cotterêts : débrayages sur le site

La presque-totalité des 130 salariés de B2S ont fait grève les 23 et 30 mars lors de la renégociation du contrat entre leur patron et Volkswagen, dont ils sont prestataires sur le site de Villers-Cotterêts.

Le secteur relations-clients va désormais être scindé en trois, la partie principale revenant à Webhelp, groupe qui a doublé ses bénéfices l'an dernier avec 1,2 milliard d'euros.

Les grévistes demandaient notamment une prime de 1500 euros à B2S, ce qu'ils considéraient comme un dû après avoir travaillé cinq ans pour ce groupe. Lors de la prise du

secteur relations-clients par B2S en 2012, les travailleurs avaient obtenu une prime d'environ 3000 euros au bout de quatre jours de grève. Leurs revendications sont d'autant plus légitimes qu'ils ne disposent pas des mêmes conditions que leurs collègues salariés directement par Volkswagen.

Webhelp a repris officiellement les activités de prestataire depuis le 3 avril et il n'a fallu que quelques jours pour constater la dégradation des conditions de travail. Il faut travailler quasiment coude à coude, il n'y a plus de séparation entre les bureaux, qui sont

faits de telle sorte qu'il n'y a de place que pour le clavier.

Si la société Webhelp voulait prévenir les salariés de son intention d'augmenter encore les cadences, elle ne s'y prendrait pas autrement. À chaque renégociation, les conditions s'aggravent, car le groupe riche Volkswagen en demande toujours plus à ses prestataires, qui repercutent la pression sur les salariés. C'est en aggravant les conditions de travail que Volkswagen, comme ses prestataires, augmentent leurs profits.

Correspondant LO

Castmétal – Feurs : en grève contre les suppressions d'emplois

Depuis le jeudi 6 avril, la quasi-totalité des ouvriers de Castmétal à Feurs, dans la Loire, sont en grève contre un plan de 55 suppressions d'emplois, soit un quart de l'effectif de l'usine. Plus aucune production ne sort et la grève est reconduite tous les jours.

Mardi 11 avril, un barbecue de lutte a rassemblé plus de 120 personnes devant l'entreprise. Au-delà des suppressions d'emplois, dramatiques dans une région déjà ravagée par le chômage, c'est aussi l'attitude de la direction qui a révolté les travailleurs : ces suppressions d'emplois seraient non négociables,

et les indemnités de licenciement seraient au minimum légal, c'est-à-dire une misère. Et, depuis le début de la grève, la direction est aux abonnés absents. La préfecture, appelée pour servir de médiateur, n'est pas pressée non plus.

Après des années passées à être exploités dans des conditions indignes – conditions qui ont déjà provoqué des accidents parfois mortels, comme lors de l'explosion d'un four en 2011 qui a tué deux ouvriers – les travailleurs refusent d'être jetés à la rue par des patrons avides de profits.

Castmétal appartient au

groupe Safe, leader mondial dans plusieurs secteurs sidérurgiques ou plasturgiques, au chiffre d'affaires de 300 millions d'euros. C'est dire si le groupe a largement les moyens de maintenir tous les emplois à Feurs, ainsi que d'investir pour que les conditions de travail ne ressemblent plus à celles du 19^e siècle.

Face à des patrons sans scrupule et un État complice, les travailleurs de Castmétal ont opté pour la seule manière possible de se faire entendre : la mobilisation.

Correspondant LO

Neuhauser : les déficits cachent des fortunes

À l'occasion des négociations sur le plan de suppressions d'emplois chez Neuhauser, en Moselle, où 259 emplois sont directement menacés, les salariés ont pu mesurer, suite à l'expertise économique, l'ampleur des mensonges comptables utilisés par le patron pour tenter de justifier les licenciements.

Cette boulangerie industrielle, qui emploie 660 salariés répartis sur trois sites et fabrique jusqu'à 50 000 croissants par heure et par ligne de production, pourrait s'apparenter à une grosse PME. Fondée à l'origine par un patron local dont la famille a fait fortune, l'entreprise a été rachetée en 2014 par le groupe Soufflet, géant européen du négoce en céréales, commercialisant l'essentiel des farines de blé servant à la fabrication du pain. Son principal actionnaire et dirigeant, la famille Soufflet, fait partie des cent familles les plus riches de France.

D'après Jean-Michel Soufflet, promu chevalier de la Légion d'honneur des mains d'un grand banquier proche de Nicolas Sarkozy (tout un programme !), l'entreprise Neuhauser mosellane serait en déficit. Il faut dire que, depuis qu'elle a été intégrée au groupe Soufflet, ce dernier lui facture près de 6,5 millions d'euros de frais de gestion, transférant discrètement cette part des bénéfices de la filiale vers la maison mère.

Que dire également des milliers de tonnes de

farine, de surcroît de mauvaise qualité aux dires des ouvriers qui la transforment en pain, vendues par Soufflet à Neuhauser, avec un surcoût estimé à 2 millions d'euros par rapport au prix moyen du marché ? Le proverbe ne dit-il pas qu'on n'est jamais mieux servi que par soi-même ?

En deux lignes de comptes, c'est déjà 8,5 millions par an qui disparaissent sans laisser de traces, sauf dans les coffres-forts de Soufflet. Ce serait plus qu'il n'en faut pour maintenir les 259 emplois sur le site de Neuhauser, en augmentant au passage les salaires qui plafonnent après trente ans d'ancienneté à 1 300 euros net pour un travail en 4x8 à la chaîne. Un exemple qui illustre que les prétendues difficultés d'une petite entreprise cachent souvent la rapacité d'un grand groupe capitaliste qui fait des bénéfices.

On est certes très loin du nécessaire contrôle des comptes par les salariés eux-mêmes, mais rien que cette petite partie de l'iceberg montre qu'aucun licenciement n'est justifié ni acceptable.

Correspondant LO

Le début des « journées d'avril »

Dès la mi-avril 1917, il apparaît de plus en plus nettement aux yeux des ouvriers que le gouvernement provisoire, qui s'est installé après la révolution de Février, n'entend pas rompre l'alliance militaire avec la France et la Grande-Bretagne et avec la guerre elle-même. Les jusqu'au-boutistes soutiennent l'effort de guerre et son porte-parole au gouvernement, le libéral Milioukov, comme le relate Trotsky dans son *Histoire de la Révolution russe*.

« Le 17 avril, à Petrograd, eut lieu — vision de cauchemar — une manifestation patriotique d'invalides: une immense foule de blessés, sortis des hôpitaux de la capitale, amputés des jambes, des bras, enveloppés de pansements, s'avancèrent vers le palais de Tauride. Ceux qui ne pouvaient marcher étaient transportés sur des autocamions. On lisait sur les drapeaux: "La guerre jusqu'au bout". C'était la manifestation de désespoir de débris humains de la guerre impérialiste qui voulaient que la révolution ne reconnût pas absurdes leurs sacrifices. Mais, derrière les manifestants, se tenait le parti cadet, plus précisément Milioukov, qui se préparait à frapper le lendemain un grand coup. »

Le lendemain, paraît en effet une note du ministre des Affaires étrangères réaffirmant les buts de guerre du tsarisme,

qui fait, selon l'expression de Lénine, « l'effet d'une bombe ». Trotsky fait le récit de la mobilisation immédiate des masses ouvrières et de la troupe.

« Les bolcheviks, parmi les troupes et dans les usines, déployèrent une énergique activité. À la revendication "Chassez Milioukov" qui était une sorte de programme minimum du mouvement, ils ajoutèrent des appels placardés contre le gouvernement provisoire dans son ensemble et, au surplus, les éléments divers comprenaient cela de différentes façons: les uns comme un mot d'ordre de propagande, les autres comme la tâche du jour même. Lancé dans la rue par les soldats et les matelots en armes, le mot d'ordre "À bas le gouvernement provisoire!" introduisit fatalement dans la manifestation un courant insurrectionnel. De considérables groupes

d'ouvriers et de soldats étaient assez disposés à faire sauter sur l'heure le gouvernement provisoire. (...) Une armée de vingt-cinq à trente mille hommes, descendus dans la rue pour combattre ceux qui prolongeaient la guerre, était parfaitement suffisante pour renverser un gouvernement même plus solide que celui à la tête duquel se trouvait le prince Lvov. Mais les manifestants ne s'assignaient pas ce but. Ils ne voulaient en somme que montrer un poing menaçant sous la fenêtre, afin que ces messieurs de là-haut

cessassent de se faire les dents avec leur Constantinople et s'occupassent comme il fallait de la question de la paix. De cette façon, les soldats comptaient aider Kérénski et Tsérételli [respectivement ministre socialiste du gouvernement et un des dirigeants socialistes du soviet de Petrograd] contre Milioukov.

À la séance gouvernementale se présenta le général Kornilov, qui donna des nouvelles des manifestations armées à ce moment en cours et déclara qu'en qualité de commandant des

troupes de la région militaire de Petrograd, il disposait de forces suffisantes pour écraser la sédition à main armée: pour marcher, il ne lui fallait qu'un ordre.

Présent par hasard à la séance du gouvernement, Koltchak raconta plus tard, au cours du procès qui précéda son exécution, que le prince Lvov et Kérénski s'étaient prononcés contre une tentative de répression militaire à l'égard des manifestants. Milioukov ne s'était pas exprimé nettement, mais avait résumé la situation en ce sens que messieurs les ministres pouvaient, bien entendu, raisonner tant qu'ils voudraient, ce qui ne les empêcherait pas d'aller loger en prison. Il était hors de doute que Kornilov agissait de connivence avec le centre cadet.

Les leaders conciliateurs réussirent sans peine à persuader les soldats manifestants de quitter la place du palais Marie [siège du gouvernement] et même à leur faire réintégrer les casernes.

L'émotion soulevée en ville ne rentrait cependant point dans ses bords. Des foules s'assemblaient, les meetings continuaient, on discutait aux carrefours, dans les tramways l'on se partageait en partisans et adversaires de Milioukov. »



Le général Kornilov devant ses troupes.

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal avril 2017.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Guyane : le gouvernement joue le pourrissement, la grève se poursuit

Mardi 11 avril, la grève générale se poursuivait et les barrages routiers du début de semaine étaient encore plus rigoureux. C'était la conséquence de la volonté des collectifs de durcir le mouvement. Face au refus du gouvernement d'accorder les 2,5 milliards d'euros réclamés en plus du 1,085 milliard déjà promis, ils estiment n'avoir pas le choix.

Une minorité de la population proteste contre les blocages, influencée notamment par le président de la CTG (Collectivité territoriale de Guyane), par quelques notables et surtout par les milieux patronaux. Ceux-ci ont fait signer des pétitions et ont organisé une manifestation antiblocage à Kourou, mardi 11 avril, qui a rassemblé environ 200 personnes. Parmi eux, il semblait y avoir une majorité de Français de l'Hexagone. En tout cas, ce n'était pas

la population laborieuse de Guyane. Ils ont défilé derrière une banderole « *Kolektif pou la Guyann sirkilé* » (collectif pour que la Guyane puisse circuler), en réponse au « *Kolektif pou la Guyann dékolé* » (collectif pour que la Guyane décolle.)

Ce mouvement antiblocage et antigreve prendra-t-il de l'ampleur ? Du côté des travailleurs en grève et des manifestants des collectifs ainsi que de certains dirigeants du syndicat UTG (Union des travailleurs

guyanais), la position est de tenir la mobilisation le plus longtemps possible et de profiter de cette mobilisation historique pour obtenir satisfaction.

Quant au gouvernement, visiblement il joue la montre pendant son dernier mois d'existence, en attendant de léguer l'affaire à celui qui sortira de l'élection présidentielle. C'est non seulement méprisant à l'égard des manifestants guyanais mais particulièrement hypocrite.

Du reste, toute l'attitude des représentants de l'État est méprisante depuis le début. Le 7 avril, le préfet a refusé de recevoir les collectifs, ce qui a entraîné la colère des manifestants. Certains ont tenté d'entrer en force et se sont opposés aux policiers de garde. Deux d'entre eux ont été



blessés, dont un, évanoui, a dû être transporté à l'hôpital dans un état sans gravité. La responsabilité de ces incidents est à mettre entièrement au compte de l'attitude de l'État qui joue le pourrissement. Le gouvernement est aidé en cela par ceux qui, hier, prétendaient soutenir à fond la protestation : le Medef, certains milieux du petit patronat, du tourisme, les hôteliers, certains notables.

Pour l'instant, les collectifs tiennent les barrages,

les travailleurs sont en grève, une grande partie de la population pauvre, les chômeurs, sont toujours mobilisés dans les quartiers. Ce sont eux qui subissent les bas salaires, la baisse de leur niveau de vie, la pauvreté croissante. Et si le Medef estime, lui, avoir obtenu satisfaction, c'est loin d'être le cas pour les travailleurs et les pauvres. Ceux-ci doivent poursuivre la lutte pour faire valoir leurs propres intérêts.

Pierre Jean-Christophe

Guadeloupe : grève à la plantation

Les travailleurs agricoles de la plantation bananière Bois-Debout à Capesterre-Belle-Eau, en Guadeloupe, sont en grève depuis le 4 avril. Ils ont décidé lundi 10 avril de barrer la route nationale Pointe-à-Pitre - Basse-Terre pour se faire entendre. Ils réclament ce que le patron leur doit après sa condamnation.

Le 31 mars en effet, le tribunal des prud'hommes de Basse-Terre a condamné le patron de la plantation à payer à 63 salariés des rappels de salaire sur les cinq dernières années. Ces rappels correspondent au

smic mensuel, à la prime de 13^e mois et à la prime des 200 euros de l'accord Bino (obtenue lors de la grève générale 2009), que le patron refusait d'appliquer. En moyenne, l'entreprise devra verser 15 000 euros

à chaque ouvrier.

En octobre 2014, les ouvriers s'étaient mobilisés pendant un mois et demi pour dénoncer leurs conditions de travail inhumaines. Dans la foulée, en janvier 2015, le propriétaire historique de la plantation, le gros béké Louis Dormoy, avait été condamné pour la mort d'un travailleur. D'ailleurs, Dormoy et sa famille ont dû quitter la direction de la plantation. En octobre 2016, le nouveau

patron avait été condamné à payer des indemnités aux ouvriers agricoles qui s'étaient mis en droit de retrait en 2014 suite à de nombreux accidents de travail.

La direction fait courir le bruit aujourd'hui qu'elle n'a pas les moyens de payer. Les travailleurs ont vérifié les comptes et savent que les fonds existent. Le patron fait aussi courir le bruit qu'il mettrait la plantation en liquidation judiciaire. Les

travailleurs ont répondu alors qu'ils occuperaient les terres.

Les ouvriers de Bois-Debout se mobilisent depuis plusieurs années soutenus par la CGTG-banane. Ils ont fait plier une des plus grandes familles békées de la banane. Par leur lutte, ils ont obtenu que la justice leur donne raison. Souhaitons que leur combat inspire les travailleurs des autres plantations !

P.J.-C.

3, 4 et 5 juin à Presles (Val-d'Oise), la Fête de Lutte ouvrière

Dans moins de deux mois aura lieu la Fête annuelle de Lutte ouvrière. Ce rassemblement politique régulier, qui attire des dizaines de milliers de personnes depuis des années, montre la présence de notre courant et sa capacité de rayonnement dans les classes populaires.

Bien sûr, c'est une grande fête populaire que les attractions, les

projections de films, les débats sur des sujets très variés, les concerts, les animations et la grande variété des stands en général contribuent à rendre riche et attirante. Mais c'est aussi une fête où l'ambiance de fraternité est le fait du public lui-même. Alors, il faut venir et faire venir à la Fête de Lutte ouvrière, les 3, 4 et 5 juin prochains.

La révolution de 1917

En ce centenaire de la Révolution russe, l'immense majorité des commémorations sont le fait de ses adversaires. Lutte ouvrière, elle, s'en revendique. À la Fête, il y aura des expositions, des films, des présentations de livres, et de nombreux débats pour en parler.



Renseignements pratiques et programme sur le nouveau site fete.lutte-ouvriere.org

La carte d'entrée, valable pour les trois jours, est disponible. Jusqu'au 7 mai, elle est vendue au tarif réduit de 12 euros.

Les bons d'achat, d'un pouvoir d'achat de cinq euros pendant la Fête, vendus quatre euros, sont également en vente.

On peut se procurer cartes et bons d'achat auprès de nos camarades, sur le site ou en écrivant à : Lutte ouvrière-La Fête - BP 20029 - 93501 Pantin Cedex

Merci d'indiquer le nombre de cartes et de bons d'achat désirés, en joignant un chèque à l'ordre de Lutte ouvrière. N'oubliez pas de préciser à quelle adresse le tout doit être expédié et de préciser votre numéro de téléphone. Envoi franco de port.

Au Carrousel de la Connaissance : la longue histoire de la mondialisation

La mondialisation a commencé quand certains de nos lointains ancêtres, posant le pied hors d'Afrique, ont entamé le peuplement du monde entier. Elle

a continué jusqu'à notre époque. Cette mondialisation sera évoquée au cours d'un spectacle audiovisuel de 45 minutes au Carrousel de la connaissance.